

Economie+ Gabon

& BUSINESS FINANCES



Vente - Gestion - Location
Agencement - Décoration
www.agencesn1.com

Agence de Libreville
Montagne Sainte B.P. 144
Tél. : 01 74 51 51 / 01 74 58 00 / 01 77 41 55
Cél. : 07 64 51 51 / 06 78 51 51 / 05 24 51 51
Fax : 01 72 47 64
Facebook : Agences Libreville
E-mail : agencesn1_gabon@yahoo.fr

Agence de Port Gentil
Boulevard Léon MBA
en face de la station ENGEN
Tél. : 03 21 00 00 / 03 21 51 51
E-mail : agencesn1_pog@yahoo.fr

PÉRIODIQUE DES DIRIGEANTS ET LEADERS D'OPINION

Exemplaire gratuit, ne peut être vendu

L'ESSENTIEL

ASSISES SOCIALES DU GABON

L'heure est à l'action !



C'est sous le haut patronage du président de la République, Ali Bongo Ondimba, qu'ont eu lieu les assises sociales du Gabon le vendredi 25 et le Samedi 26 avril au stade de l'amitié à Angondjé qui ont permis de déboucher sur des propositions concrètes afin de mettre en œuvre le rapport sur la stratégie d'investissement humain (SIHG).

Lire p.7

AGRICULTURE

L'IGAD vient en appui aux éleveurs de Libreville



Lire p. 4

HYDROCARBURES

Forum de la sous-traitance pétrolière

Lire p.8

BTP PROJETS STRUCTURANTS

PID PIH – TOTAL GABON : le Gabon se dote d'un 2^{ème} aéroport international



A l'instar de grands aéroports, le nouvel aéroport international de Port Gentil sera de classe C et agréé à l'IATA.

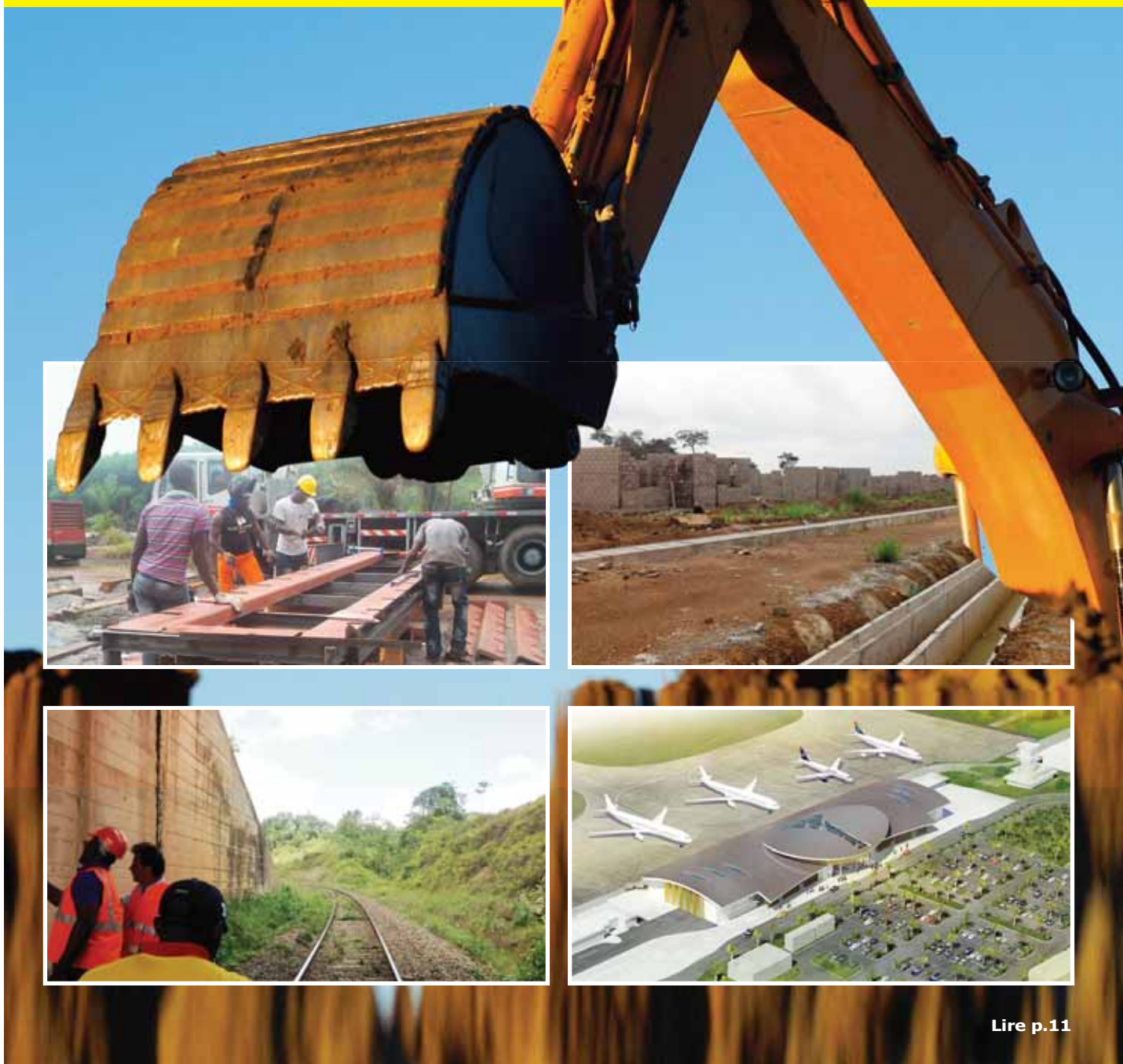
Lire p.25

BTP GABON

LEVIER DE CROISSANCE ET D'EMPLOI

... MALGRÉ LA MOROSITÉ

DOSSIER



Lire p.11

COOPERATION

Forum économique Gabon-Maroc, accords CPG-CGEM

Lire p.4



Toujours plus près de vous. Encore plus grand pour vous. Célébrons nos 5 ans de présence au Gabon.

Réseau d'agences et guichets automatiques Ecobank au Gabon

Agences de Libreville :

- Agence Principale 9 Étages, 214 Avenue Bouet, 9 Étages - Montagne Sainte
- Agence des Arcades (Centre ville), 499 Avenue du Colonel Parant
- Agence des Charbonnages, Échangeurs des Charbonnages
- Agence d'Oloumi, Zone Industrielle d'Oloumi
- Aéroport de Libreville, Eco Express Hall de l'Aéroport de Libreville
- Agence de la Peyrie, Feux tricolores de la Peyrie

Agences de Port Gentil :

- Agence principale, Immeuble les Jardins de Leatitia Avenue Savorgnan de Brazza, Face SCORE
- Agence Paquebot, Zone de l'OPRAG, immeuble le Paquebot, 1er étage
- Agence Tobia, Carrefour Tobia

Agence de Franceville :

- Quartier potos, Bord de mer à côté d'Airtel

GABs hors site :

- Lalala à droite immeuble Trocadero, Avorbam, St Germain-Batavéa (point vente unités EDAN), Marché bananes*

Nous vous invitons à découvrir nos produits et nos services en agence, ou en téléphonant au (241) 01 76 20 71 / 01 76 20 73.



*Disponible bientôt

ecobank.com

Ecobank
La Banque Panafricaine

Sommaire N°30

11



7



9



15



AGRICULTURE :

- L'IGAD vient en appui aux éleveurs de Librevillep.4

COOPERATION :

- Forum économique Gabon-Maroc - Accords CPG-CGEM.....p.4

BANQUE ASSURANCE :

- Assurance des risques de l'exploration et production pétrolière
Séminaire SCG-Ré.....p.5
- Colina devient Saham assurancep.5

SOCIAL & SOLIDAIRE :

- Assises sociales du Gabon.....p.7
- Antonio Meloto sème au Gabon, la bonne graine
des "fermes enchantées"p.7

VIE ECONOMIQUE :

- HYDROCARBURE : Forum de la sous-traitance pétrolièrep.8
- TRANSPORTS AERIENS : Africa Aviation ouvre les lignes aériennes
Libreville- Sao-Tomé et Libreville- Yaoundép.8
- ENVIRONNEMENT : Conférence de Londres sur la criminalité fauniquep.9

SPORT :

- Moto Show Saison 2p.11

DOSSIER SPECIALBTP :

- Un secteur globalement morose.....p.12-26

- CROSS OZOURI :p.14-25

Édito

BTP : GLOBALEMENT MOROSE, LE SECTEUR VA MAL !

Avec les professionnels, large radioscopie a été faite des chantiers de l'émergence : grandes infrastructures, routes, habitat social... découvrez dans ce numéro le dossier consacré au secteur.

Tout le Gabon est en chantier, certes, mais au-delà du BTP, le volet social et solidaire est aussi sur le grill. Le pacte social décidé par son Excellence Ali Bongo Ondimba Président de la République du Gabon, a la grande ambition de tendre vers la réduction de la pauvreté et l'éradication des souffrances vécues par les Gabonais. Objectif : le partage en définitive, des fruits de la croissance gabonaise, de 7% en 2013. Dans le même élan **Antonio Meloto, mène son combat**. L'illustre Phillipin a foulé le sol gabonais, invité à présenter le modèle qu'il a initié dans son pays, c'était lors de la rencontre organisée par le Bureau de Coordination du Plan Stratégique Gabon Emergent (BCPSGE) et Performance Group, au début du mois d'avril.

Mars en Maroc : Le Gabon a eu l'honneur de la visite du Roi, Son Altesse Mohamed VI, venu avec un nombre impressionnant d'hommes d'affaires et des membres du gouvernement. Les représentants des deux gouvernements, gabonais et marocains, ont paraphé un protocole d'accord entre la République gabonaise, la Société équatoriale des Mines, le Royaume du Maroc et l'Office chérifien des Phosphates pour l'établissement à Port-Gentil d'une filière industrielle intégrée de production d'engrais devant alimenter, toute l'Afrique Centrale. Les Marocains sont venus, ils ont signé plus d'une vingtaine d'accords avec leurs homologues gabonais et ont inauguré "le démarrage des travaux d'une cimenterie" à Owendo. Dans le registre des grandes ambitions, nous restons au Maroc, avec Colina qui devient Saham Assurance. Son nouveau slogan sonne comme une invite ; il dit : « *vous avancez, nous sommes là* ». Le groupe marocain est dans ses nouveaux habits et il a grand appétit.

Total Gabon : Avec un clap sur la visite du chef de l'Etat en visite à l'Elysée. Il n'y a plus de zones d'ombre et, le ciel gabonais est bleu pour Tous. Total célébrant encore et toujours la découverte du 1^{er} site exploitable en périphérie de Port-Gentil. La 23^{ème} édition du Cross Ozouri a vécu. Claps sur Total pour l'Aéroport International de Port-Gentil qui pourra bientôt accueillir 1 million de passagers et desservir le monde entier sans passer par Libreville. C'est Total Gabon qui en a assuré le financement pour un montant supérieur à 100 millions de dollars, soit plus de 50 milliards de francs CFA libérés dans le cadre du PID (Provisions pour Investissement)/PIH (Provisions pour Investissements diversifiés en Hydrocarbures).

La rédaction

OFFRE D'EMPLOI

Société de la Place recherche Commercial avec 8 ans d'expérience minimum.

Envoyer CV et lettre de motivation avant le 20 juin 2014 minuit par courriel à l'adresse suivante : contact@economie-gabon.com
Préciser dans le sujet votre NOM et Prénom précédés de la référence suivante COM/EXP/ECOGAB/30



GESTION ET ADMINISTRATION :

Gérant : Philippe Chandezon
pchandezon@economie-gabon.com

Directeur de la publication :

Philippe Chandezon

Comité de rédaction : ont participé à la réalisation de ce numéro, Dieudonné Moanga, Anna Kane, Pambo Moussoungou, Siméon Minka, Christian Bignou, Annie-Laure Cordier, Paul Mbamba.

Correspondant Royaume Uni :

Blanche Matchanga
contact@economie-gabon.com

Correcteur / Rewriter : Emmanuel Douho
contact@economie-gabon.com

Responsable Stratégie et Développement :

Anna Kane
Tél : +241 07 98 1108
akane@economie-gabon.com

Responsable Multimédia :

Annie-Laure Cordier
Tél : +241 04 79 49 05
contact@economie-gabon.com

Responsable Réseau de distribution

Libreville et Port-Gentil :
Louis Georges Agondjo
contact@economie-gabon.com

Directeur artistique : Thomas Ouedraogo
Infographie & montage : ©Studio Araignée Sarl
Impression : Multipress Gabon D 5280/13

Tirage : 10 000 exemplaires

Informations Légales :

MOBILITY MEDIA AFRICA Société éditrice de : Economie Gabon+ Sarl au capital de 85.000.000 FCFA - RCM N°2010B09428
Numéro statistique : 771 619 H
Récépissé de déclaration de constitution d'un organe de presse : N°0165/MCPEN/SG/DCOM du 3 juin 2010

Siège social : immeuble BICP, BP 4562 Libreville-Gabon

Site Internet : www.economie-gabon.com

Facebook : facebook.com/economiegabon.plus

Twitter : twitter.com/EconomieGabon

PROJET DE DEVELOPPEMENT ET D'INVESTISSEMENT AGRICOLE AU GABON

L'IGAD vient en appui aux éleveurs de Libreville

La Chambre de Commerce a accueilli le 26 mars dernier, la cérémonie de signature de conventions de collaboration, entre l'IGAD et les éleveurs de la zone périurbaine de Libreville. Présidée par le secrétaire général du ministère de l'Agriculture, Sylvestre Makaga, cette convention entre dans le cadre du Projet de Développement et d'Investissement agricole au Gabon (PRODIAG) qui est le résultat de la composante Appui à la Structuration professionnelle. Ce projet a été financé par l'Etat gabonais, avec l'appui de l'AFD, Agence française de Développement.

Par Pambo Moussoungou & Andréa Nyamba

De plus en plus de nationaux sont fortement intéressés aujourd'hui, par le métier d'éleveur. Selon une enquête menée auprès de 45 éleveurs périurbains recensés par l'IGAD, 65% de la totalité des exploitants identifiés sont gabonais soit 29 personnes. Il convient de préciser que l'étude a été réalisée sur des cheptels de porc et de poulets (de chair et pondeuses).

Les élevages identifiés totalisent un cheptel global de 219 580 animaux, dont 99% constitué de poules pondeuses (soit 217373 poules). Aussi, 84% de ce cheptel est localisé dans la Zone Est, ce qui marque l'importance de cette zone dans l'activité d'élevage autour de Libreville. Le secteur emploie près de 250 personnes. Le revenu annuel total du sous secteur est de 400 000 000 F CFA. Cependant, il y a de nombreuses difficultés, parmi lesquelles, le caractère souvent hors normes des infrastructures d'élevage (bâtiment essentiellement), l'usage d'un matériel d'élevage inadéquat (artisanal) et souvent insuffisant en capacité, les difficultés

à la conduite d'élevage (hygiène, prophylaxie, alimentation, techniques d'élevage). A ces facteurs qui obèrent le développement du secteur, il faut ajouter les problèmes relatifs à la commercialisation et à la gestion d'exploitation sans compter ceux ayant trait à la sécurisation foncière.

Des moyens financiers, techniques, logistiques et une formation à la clé

L'IGAD propose des formations dont l'objectif est d'amener les éleveurs à la maîtrise des techniques de base, pour la conduite et la gestion d'une ferme d'élevage. Un cahier de gestion servant de tableau de bord dédié aux éleveurs, a été élaboré. Il s'agira ensuite de mettre en place, un encadrement et un accompagnement des éleveurs. Les éleveurs bénéficieront également d'un appui à l'investissement. Cet appui sera composé de matériels, d'équipements et de bâtiment. De tels appuis sont réalisés à la demande de l'exploitant, suivi d'un examen approfondi de la situation de l'élevage. L'objectif étant de rendre ces opérations efficaces, efficientes et de nature à induire un réel développement de l'activité. Les appuis aux groupements et organisations professionnelles



Le DG de l'IGAD Christian RENARDET, félicitant une femme éleveur qui vient de signer la convention

sont également prévus.

Ces appuis visent la structuration des organisations collectives dans leur formalisation et leur fonctionnement notamment, mais également une meilleure insertion dans les filières au travers de travaux sur les thématiques spécifiques. A travers cette opération, l'objectif est d'augmenter la production. En élevage de poules pondeuses, une augmentation minimale de 10% de la production d'œufs actuelle est attendue au terme du projet. Pour ce qui concerne l'élevage

de porcs, une augmentation minimale annuelle de 7,5 tonnes de viande est attendue. A terme, l'IGAD vise, une augmentation de 15% du chiffre d'affaires et des revenus annuels actuels. La cérémonie a eu lieu en présence, du directeur de l'IGAD, M. Christian Renardet, du secrétaire général du ministère de l'Agriculture Sylvestre Makaga et d'un représentant du maire. La cérémonie s'est conclue par une série de signatures entre l'IGAD et chacun des éleveurs.

MADELEINE BERRE SUR LES ACCORDS CPG/CGEM

“Intensifier les relations économiques entre le Gabon et le Maroc”

Madeleine Berre, présidente de la Confédération patronale gabonaise (CPG) et Miriem Bensalah-Chaqrone, présidente de la Confédération générale des Entreprises du Maroc (CGEM), ont signé une convention qui permettra sans nul doute d'optimiser le développement et le dynamisme des relations économiques qui lient les deux pays. Ce cadre, mis en œuvre, sera également un outil de communication entre deux institutions, entre secteurs privés gabonais et marocain. La cérémonie de signature s'est dé-

**Economie Gabon+ : Y avait-il urgence pour la signature de cet accord ?**

Madeleine Berre : Oui, parce qu'il est plus que temps de développer les relations Afrique-Afrique. Il nous faut effectivement nous donner les moyens pour y arriver. Il nous faut aussi nous donner les moyens de dépasser le cadre formel des accords pour qu'on puisse mettre du contenu dans ces accords pour qu'enfin à la fois les entreprises gabonaises puissent croître au Maroc et que les entreprises marocaines croissent davantage au Gabon. Il ne faut pas considérer que seules les entreprises marocaines peuvent avoir intérêt à se développer au Gabon. Il y a aussi des groupes et entreprises gabonaises capables d'investir au Maroc donc nous avons pour objectif de mettre en évidence cette véritable réciprocité, ce véritable échange parce que les opérateurs gabonais ne souhaitent pas rester en marge de ces échanges-là. Ce conseil d'affaires permettra d'institutionnaliser nos relations. Nous organiserons prochainement au Maroc, un forum économique, pour permettre aux

roulée lors du Forum Gabon/Maroc qui a eu lieu en mars 2014, à Libreville. Les entrepreneurs gabonais et marocains ont signé la convention installant ainsi un conseil d'affaires. Cette convention de partage permettra d'identifier de part et d'autres des axes prioritaires, des actions commerciales réciproques, des échanges sur la formation, de même que des échanges de contrats commerciaux. Madeleine Berre, présidente de la Confédération patronale gabonaise (CPG) s'est confiée à notre micro.

marocains de nous présenter leur environnement que nous ne connaissons pas, pour l'instant c'est le Gabon qui a présenté son environnement.

EG+ : Récemment élue à la tête de la CPG, quelles sont vos priorités ?

Mme Berre : L'urgence pour l'instant, c'est de dynamiser le secteur privé. Les opérateurs économiques doivent effectivement s'émanciper, exister et croître. Nous avons un vaste projet qui séduit. Tout le monde vient au Gabon pour notre programme ambitieux qui s'étend jusqu'en 2025. Il est tout à fait normal et impératif que les entreprises gabonaises se sentent d'abord concernées, tout en ne niant pas l'apport des investisseurs étrangers. Bien évidemment on ne peut pas tout faire. La priorité de la CPG est donc de permettre à ce qu'il y ait une émulation qui conduira d'avantage de créations d'entreprises, car plus il y a d'entreprises, plus il y aura résorption du chômage. Il est plus que temps de faire ressortir un tissu de PME-PMI, capables de participer de manière plus

probante au développement économique du pays, mais surtout qui soient pourvoyeuses d'emplois.

EG+ : Pensez-vous que ce forum puisse être une plus-value pour le Gabon ?

Mme Berre : Je pense sans hésiter que c'est une plus-value, car lorsque des investisseurs viennent au Gabon, pour implanter une industrie de cimenterie, ou pour une industrie pharmaceutique, cela crée des emplois, et des canaux de transmissions de savoir et de savoir-faire également. Je pense que les profits générés par ce forum, requièrent une appréciation globale. Il faut en considérer les répercussions, elles sont diverses, ensuite en jauger l'impact, non seulement sur le court terme, mais sur le long terme également. Il ne faut surtout pas perdre de vue que la création d'une entreprise entraîne un accroissement du volume d'activités, la création d'une ou de plusieurs autres PME du fait de l'obligation que les investisseurs ont de travailler avec les entrepreneurs locaux.

Propos recueillis par Siméon Minka

BANQUE ASSURANCE

Evaluation des risques liés à l'assurance sur l'exploration et à la production pétrolière

La couverture des risques demeure un indicateur appréciable de la performance des marchés pour apprécier le degré d'émergence de compétitivité et de professionnalisme du marché gabonais des assurances, gage de sécurité, en vue d'exercer un meilleur attrait des investisseurs, et pour drainer les capitaux à longue maturité dont nos économies ont besoin pour se développer.

C'est dans cette perspective qu'a été organisé, sous le haut patronage du ministère de l'Economie et de la Prospective et du minis-

tère du Pétrole et des Hydrocarbures, un séminaire sur les assurances des risques liés à l'exploration et à la production pétrolière. La rencontre s'est tenue du 07 au 09 avril. Elle a été co-organisée et animée par Bernard Naisse, PDG de Omnium Ré-Insurance Company S.A, captive société spécialisée dans la réassurance de TOTAL, et Crépin Andrew Gwodock, DG de la Société commerciale gabonaise de Réassurance, SCG-Ré.

Née de la volonté des organisateurs qui s'étaient donné pour ambition d'accompagner le marché gabonais et sous régional des

assurances, la maîtrise des techniques d'assurance et de Réassurance des risques pétroliers présente un double enjeu. Du fait qu'il rassemble pour la première fois deux secteurs d'activités : l'assurance et le secteur pétrolier au Gabon, troisième marché des assurances de la zone CIMA. Le second enjeu, du fait de la diversité des participants nationaux et internationaux, est relatif à l'établissement d'une référence dans la connaissance de l'appréciation et du suivi des risques offshore et on-shore (Gabon et pays du Golfe de Guinée). Au cours de ces travaux, des présentations ont été faites concernant les risques liés

à l'exploration et la production pétrolière et sur les garanties assurance disponibles. La mutuelle « Oil Insurance Limited » (OIL) a été présentée aux différents séminaristes.

C'est ainsi que cette rencontre, a révélé que les travaux d'exploration ne sont pas assurés tellement ils sont aléatoires, que la corrosion n'est pas couverte par les assurances, mais seulement les conséquences de la corrosion. Pour Total Gabon, les puits abandonnés temporairement étaient assurés alors que les puits définitivement abandonnés ne l'étaient pas.

La Rédaction

Colina devient Saham Assurance et dévoile de nouvelles ambitions

Le groupe Colina Assurance, qui avait son siège à Abidjan et un rayonnement dans 13 pays en Afrique subsaharienne dont le Gabon, a été racheté par le groupe Saham. L'opération a été réalisée depuis 2010 mais Saham Assurance, ne souhaitant pas brouiller l'image du groupe, n'a pas jugé opportun à l'époque de changer la dénomination même si le logo de Saham Assurance était déjà associé à la dénomination Colina. Lors d'une conférence de presse tenue le vendredi 28 mars 2014, les dirigeants du groupe ont levé le voile sur cette nouvelle identité.

L'enseigne de Saham Assurance est désormais sur le fronton de toutes les filiales d'assurance du groupe Colina. Ce changement résulte de la stratégie du groupe Saham, acquéreur de Colina, qui vise à consolider le pôle assurance en tant que centre de gravité de ses activités. Ainsi, cette nouvelle entité a adopté la dénomination « Saham group » comme parapluie pour regrouper toutes les marques de son portefeuille, et donner une homogénéité à toutes les activités. Par sa notoriété et son capital confiance, la marque Saham conforte de cette manière son statut de « marque repère » pour les clients et partenaires du groupe ». Cette vision novatrice du groupe est portée par une nouvelle signature : « *We believe in future ... L'avenir nous inspire* ». Elle traduit la nouvelle orientation du groupe qui s'ancre sur ses dispositions à avoir confiance en soi et en ses capacités à construire l'avenir.

Il faut noter qu'en plus du secteur de l'assurance, le groupe Saham est présent dans ceux de l'assistance, de la santé, des centres de relation-clients, et de l'immobilier. Le groupe est aussi présent en Afrique et au Moyen-Orient.

La nouvelle identité : Le groupe Saham a souhaité construire une architecture de marque

réfléchie et pérenne, pouvant intégrer de manière harmonieuse les futures évolutions du portefeuille d'activités. Avec cette nouvelle identité, la marque se donne une position d'envergure internationale, car disposant d'un réseau de distribution étendu en Afrique avec 650 agences, et se dote d'une capacité de conquête et de fidélisation de ses clients accrue dans chaque pays d'implantation du groupe. Pour optimiser les besoins en réassurance des filiales, le groupe Saham a créé en 2013 Saham Ré, société de réassurance en charge de partager et de déployer les meilleures pratiques de souscription.

Concernant le logo : L'utilisation du vert, du bleu, du rouge et du jaune, dans le logo de Saham, a une très forte signification. Ces 4 couleurs fortes, illustrent la variété du groupe du point de vue de son personnel mais également des produits et services proposés. Il y a également au travers ces couleurs la symbolique de la flexibilité du groupe du fait qu'il est toujours plus proche de ses clients. Saham est l'un des seuls groupes d'assurances d'Afrique Centrale à s'enorgueillir d'une crédibilité internationale car bénéficiant de la note double A auprès des prescripteurs.

UN GROUPE QUI PÈSE PLUS D'UN MILLIARD DE DOLLARS

Saham group né en 1995 au Maroc, de la vision ambitieuse et humaniste de son fondateur Moulay Hafid Elalamy, pèse 1,1 milliard de dollars américains en termes de chiffre d'affaires. Il a noué des partenariats stratégiques et capitalistiques avec des acteurs de premier plan tels que Bertelsmann, Abraaj Capital, la Société Financière Internationale (SFI), filiale de la Banque mondiale, et Wendel.



De gauche à droite : M.Owondault-Berre Moussa Directeur Commercial, Soumaré Madiou Directeur Financier Afrique Centrale, M. Erard Nonyu Moutassie Président du Conseil d'Administration, Mme Laeticia Amandine Fiocca manage Réseau Commercial, Aimé Mouloungui Directeur technique et Mme Bénédicte Minko Responsable du service Sinistres et Contentieux.

A l'occasion de la cérémonie marquant la mutation du groupe, le PCA M. Erard Nonyu Moutassie s'est réjoui du fait que SAHAM Assurance est devenu un groupe panafricain de la taille de multinationales occidentales. Le Directeur Général M. Monsieur Alain VARRE qui était à ses

cotés, a précisé que le rythme des innovations sera soutenu avec la responsabilisation de jeunes cadres pour la réalisation de projets phares de SAHAM Assurance Gabon.

Siméon Minka

ENTRETIEN AVEC MME MARLÈNE MOUDJEGOU MOUSSAVOU, GÉRANTE D'AFRISSUR, AGENT GÉNÉRAL DE SAHAM ASSURANCE.

AFRISSUR est une société à Responsabilité limitée (SARL) qui existe depuis quatre ans. Son siège est situé au quartier Glass. C'est un agent général de l'ancienne compagnie Colina devenue Saham assurance. Sa gérante nous en parle.

Notre partenariat avec SAHAM ASSURANCE se porte très bien

Parlez-nous du métier d'agent général ?

L'agent général est un professionnel des assurances, indépendant et exerçant comme un intermédiaire pour le compte exclusif d'une compagnie d'assurance dont il a reçu mandat. Les agents généraux d'assurances analysent les risques de leurs clients, puis conseillent ces derniers sur les opportunités d'assurance, en vue de les amener à souscrire des contrats avec la compagnie qu'il représente. Ensuite, ils assurent la gestion desdits contrats, en assistant les clients de l'étape de la déclaration du sinistre jusqu'à l'indemnisation.

Quelle différence entre un courtier et un agent général ?

En effet, il existe une différence entre un courtier et un agent général. Le courtier d'assurance est un commerçant indépendant qui travaille en partenariat avec plusieurs compagnies d'assurances. Il est propriétaire de son portefeuille clients qu'il conseille dans le choix de produits d'assurances. Il sert d'intermédiaire entre les clients et la diversité des compagnies d'assurances, il n'est affilié à aucun réseau commercial et doit représenter les intérêts de ses assurés. Alors que l'agent général d'assurance exerce une profession libérale. Il est mandataire exclusif d'une compagnie d'as-

surances, qu'il représente et dont il engage la responsabilité. La compagnie représentée lui assure ses revenus en lui reversant des commissions issues de la vente et la gestion des contrats conclus.

Quel est le plus de la nouvelle identité du groupe Colina

L'une des premières réactions des clients, lorsque nous annonçons que la nouvelle dénomination est « Saham assurance », ils réagissent à la consonance orientale. Pour les rassurer, nous leur faisons comprendre que Colina appartient depuis plus de quatre ans au groupe marocain Saham assurance, et que notre partenariat se porte toujours

bien. Mais au-delà de tout, ce que le client recherche fondamentalement c'est une meilleure qualité des services proposés.

C'est ce qui compte pour eux. Depuis, nous éprouvons un plaisir réel à travailler avec Saham assurance, d'autant plus que les résultats que nous réalisons parlent d'eux-mêmes, ce qui nous donne de bonnes raisons de demeurer dans la confiance.

Propos recueillis par Siméon Minka



GROUPE COLINA DEVIENT SAHAM ASSURANCE

VOUS AVANCEZ,
NOUS SOMMES LÀ.

Saham Assurance, assureur leader présent en Afrique et au Moyen-Orient, s'engage tous les jours auprès des particuliers, professionnels et entreprises pour qu'ils avancent, réalisent leurs projets et envisagent l'avenir en toute confiance.



SAHAM
Assurance

Avancez librement

SHEN'S



GROUPE COLINA DEVIENT SAHAM ASSURANCE



SAHAM

Avancez librement

PROPOSITIONS D'ASSURANCES

- Automobile
- Habitation
- Transports de marchandises
- Responsabilité Civile Exploitation ou Professionnelle
- Responsabilité Civile Vie Privée
- Globale dommage pour les grandes Entreprises
- Maladie
- Bateau
- Avion
- Multirisque Professionnelle pour les commerçants, artisans, professions libérales



SOCIAL & SOLIDAIRE

ASSISES SOCIALES DU GABON : 25, 26 AVRIL 2014 - LIBREVILLE

L'heure est à l'action !

C'est sous le haut patronage du président de la République, Ali Bongo Ondimba, qu'ont eu lieu les assises sociales du Gabon le vendredi 25 et le Samedi 26 avril au stade de l'amitié à Angondjé qui ont permis de déboucher sur des propositions concrètes afin de mettre en œuvre le rapport sur la stratégie d'investissement humain (SIHG).

Par Pambo Moussoungou



Ce sont finalement près de 1 300 personnes qui ont effectué le déplacement du stade de l'Amitié à Angondjé alors que 700 étaient attendues sur chaque jour. Sur la base de la stratégie d'investissement humain du Gabon (SIHG), enquête commanditée par le gouvernement, sous le haut patronage de la première dame, Sylvia Bongo Ondimba, cette grande rencontre vise à jeter les bases de la mise en œuvre correcte et harmonieuse de la SIHG qui a établi un diagnostic clair, du phénomène de la précarité et des inégalités qu'elle entraîne inéluctablement. Cinq panels de discussion avaient été mis en place. Sur des thèmes tels que « le pacte social : définir les propriétés pour aller de la vision à l'action », « le Gabon émergent : catalyseur d'emplois », « parole des anciens pour un Gabon solidaire et responsable », « le rôle levier de la femme dans la réduction de la pauvreté », « success stories ». Avec les témoignages des deux invités de marque, Muhammad Yunus, prix Nobel de la paix en 2006, Joaquim Chissano ancien président du Mozambique (1986-2005) l'assistance a pu être édifiée sur les réflexes à développer, le potentiel à disposer et surtout l'état d'esprit à cultiver pour impulser le développement.

Ali Bongo Ondimba a défini le contexte des assises sociales avant d'inviter les participants à mettre en place, au terme de la réflexion de deux jours, un dispositif pour garantir les meilleures chances de succès à la bataille qui doit être menée pour la réduction de la pauvreté et le développement humain au Gabon. D'où la définition du contexte de la rencontre et de son importance pour dégager des solutions et des priorités. Relevant au passage sa décision prise le 29 janvier 2014 pour un nouveau Pacte social. La solution passe aujourd'hui, a-t-il précisé, par « la mise en pratique de la stratégie d'investissement humain au Gabon (SIHG) dont les objectifs visent, entre autres, l'assistance des populations les plus vulnérables, l'aide à apporter aux Gabonais économiquement faibles (GEF) pour leur autonomisation à travers les activités génératrices de revenus, la réduction des inégalités d'accès aux services de base, notamment la santé, l'eau, l'électricité et l'habitat, le désenclavement des zones reculées ».

La contribution de Muhammad Yunus et de Joachim Chissano

Muhammad Yunus, est celui qui a institué un programme de micro-crédit dévolu aux populations rurales des pauvres au Bangladesh. Celui-ci est officiellement mis en place en 1977, sous le nom de « Grameen » (qui signifie village). C'est un succès immédiat, au Bangladesh tout d'abord où la « Grameen » obtiendra le statut d'établissement bancaire en 1983, puis dans d'autres pays dès 1989. Aujourd'hui, près de 300 millions de personnes dans le monde bénéficient directement ou non de micro-crédits. En somme le conseil prodigué est de réveiller son esprit créatif, et ne pas tout attendre de l'Etat. Il a estimé qu'il est possible de reproduire le modèle utilisé dans son pays d'origine au Gabon. Cela peut être réalisé de manière plus efficace qu'au Bangladesh, d'abord parce que le pays regorge de ressources naturelles conséquentes et que la population n'est pas très nombreuse.



Le Président Ali Bongo Ondimba, le Président mozambicain Joaquim Chissano et l'économiste bangladais Muhammad Yunus

L'ancien président mozambicain Joachim Chissano quant à lui a expliqué les stratégies qu'il avait définies pour mettre en place un tissu économique viable au sortir de la guerre d'indépendance avec le Portugal. Elles sont similaires par ailleurs des politiques menées par les plus hautes autorités gabonaises. Sachant que les principales pistes qui ont été menées sont une politique pour attirer une classe d'hommes d'affaires nationaux. M. Chissano s'est appuyé sur l'éducation, le transport (construction de routes principales secondaires et tertiaires), les formations en gestion d'entreprises, entre autres. Mais « le plus important est de donner de la confiance aux gens, en leur donnant les moyens de s'organiser », en leur apprenant à gérer une structure.

Un panel qui a beaucoup fait parler, est celui constitué de jeunes entrepreneurs gabonais et africains. Ils se sont démarqués. Ces jeunes ont osé franchir le pas, avec peu de moyens, ils ont réussi à se hisser, pour certains, au rang des meilleurs et des plus prometteurs sur le continent. Ils ont ainsi, présenté leurs histoires et leurs succès stories pour inspirer l'audience. Il s'agit de Nick Kaoma (Afrique du Sud), fondateur d'une ligne de vêtement Head Honcho qui figure dans le classement des 30 jeunes entrepreneurs les plus prometteurs d'Afrique, et Christian Ngan (Cameroun), PDG de Madlyn Cazalis, une marque de cosmétiques naturelles. Du Côté Gabon, nous avons Jérôme Efung Nzolo, arbitre international, Eric Fernand Boundono, président de l'association pour une jeunesse autonome (APJA), il a créé un centre d'appel qui emploie aujourd'hui plus de 150 personnes, sans oublier Hervé Oyono gérant fondateur de Tartare plus.

Les travaux se sont poursuivis par des ateliers

dont les recommandations ont été livrées par les différents rapporteurs. Les assises sociales se sont clôturées le samedi 26 avril, d'abord par le discours du premier ministre dans lequel il prenait l'engagement de suivre dans les plus brefs délais les recommandations faites et tout mettre en œuvre pour leur applicabilité. Celui-ci a été suivi par le Président de la République qui s'est engagé à consacrer, par conséquent, notre budget national sur les trois prochaines années, une enveloppe globale de 250 milliards de francs CFA pour financer la politique sociale à travers notamment les filets de protection économique et transferts solidaires, le développement des activités génératrices de revenus (AGR), la mise en place d'un fonds pour le microcrédit et l'amélioration du service public de l'emploi. Et il a rappelé que cela vient en supplément des efforts qui sont déjà consentis en matière d'aides.

Dans le cadre de la prise en charge des soins de santé pour les familles économiquement faibles, il a décidé que la solidarité nationale joue pleinement son rôle, et tout particulièrement dans les domaines suivants : la prise en charge à 100% des malades atteints de cancers, la prise en charge à 100% des familles vivant dans une grande précarité, et ce, après enquête sociale, l'uniformisation du remboursement de tous les médicaments génériques à hauteur d'au moins 80%, la prise en charge totale des frais médicaux aux urgences médicales, les premières 24 heures, lorsque le diagnostic vital est engagé, pour tous les Gabonais, qu'ils soient assurés ou non.

Vivement que les mesures prennent rapidement effet, et les personnes chargées de les mettre en œuvre, jouer pleinement leur rôle.

Antonio Meloto sème la bonne graine des “fermes enchantées” au Gabon

Acteur de première ligne, parmi les plus importants dans la lutte contre la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des populations, les plus vulnérables, Antonio Meloto a fait une réalité son Slogan « de la terre aux sans-terres, des maisons aux sans-abris et de la nourriture aux affamés ». Le Gabon a matière à s'inspirer de son ONG « Gawad Kalinga » qui a permis à plus d'un million d'habitants des Philippines de sortir de la pauvreté. Une vision de transition vers un monde plus humain, comme il aime à l'expliquer.

Par Pambo Moussoungou



Antonio Meloto foule pour la première fois la terre africaine

A 64 ans, cet économiste de formation, a été vice-président chez Procter & Gamble puis a créé sa propre entreprise avant de fonder l'ONG « Gawad Kalinga » (littéralement « prendre soin ») en 2003. Initiateur d'un programme de reconversion de 2000 chefs de gangs les plus dangereux des bidonvilles de

Manille. Il s'est ensuite engagé ces 17 dernières années dans la lutte contre l'extrême pauvreté, via son ONG, avec l'objectif de redonner la dignité à 25 millions de philippins d'ici 2024 (soit près de 5 millions de ménages vivant dans des bidonvilles ou dans des squats).

L'ONG «Gawad Kalinga» agit comme un catalyseur et une plate-forme de convergence entre toutes les parties prenantes pour favoriser une société plus inclusive. Son approche consiste à créer des communautés autonomes et durables, en les accompagnant par 7 programmes de développement (incluant les problématiques d'éducation et de santé) et en s'appuyant de manière significative sur les activités d'entrepreneuriat social. Aujourd'hui, plus de 2300 « villages Gawad Kalinga » ont été mis en place, partout dans le pays, avec un impact social estimé à un million de bénéficiaires.

Antonio a créé le concept de « Fermes enchantées », pour lutter contre l'exode rural et favoriser l'économie durable. La première des 24 fermes a été inaugurée par le Président et le vice-président de la république des philippines. Antonio Meloto, inspiré par sa foi en l'action de terrain, démontre comment une utopie majeure (la lutte contre l'extrême pauvreté), peut évoluer en un mouvement national pacifique, sans attache politique ou religieuse ...



Mme Nina ABOUNA DG APIEX et Jean Baptiste BIKALOU DG PETROGABON

après avoir progressivement inculqué, dans les comportements de ses leaders, ses valeurs de développement durable, d'éthique et de diversité. Il a remporté de nombreux prix internationaux, comme le Nikkei Asia Prize 2011 For Regional Growth (Tokyo, Japon), le prix de l'Entrepreneur Social de l'Année 2010, décerné par Ernst & Young et la fondation Schwab (Davos, Suisse), le prix de l'Entrepreneur Social pour le Monde 2012, par le World entrepreneurship Forum, à Lyon.

Gawad Kalinga est aujourd'hui soutenue par une force vive de 25 000 bénévoles réguliers et un million de bénévoles occasionnels, de généreux donateurs, 500 entreprises et des autorités locales. En ce qui concerne les entreprises, Antonio Meloto dit : « nous voulons conduire les entreprises à passer de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) à l'investissement sociale des entreprises ». Son approche se décline comme un processus en trois temps : Changement des

valeurs des communautés affectées, mise en place des partenariats publics-privés et recours massif au volontariat.

Aujourd'hui, l'ONG est la première association nationale, avec plus de 2300 villages déjà installés et hébergeant environ 1 million de Philippins avec l'aide de près d'1 million de volontaires.

Avec son entreprise sociale et solidaire «GK Enchanted Farms Inc», l'organisation veut donner une autre dimension au développement en soutenant 500 000 entrepreneurs sociaux. Le but est de créer des entreprises compétitives sur le marché mondial et des modèles économiques durables pour une création de richesses sur le long-terme, cela en partenariat avec de grandes multinationales. Les entrepreneurs sociaux ont pour objectif de réduire le gap entre les riches et les plus défavorisés. Ils ont recours aux meilleures expertises et pratiques du secteur privé, afin de produire des biens de qualités, ainsi que des entreprises et des projets qui allient qualité et efficacité.

SANTÉ

Rencontre avec Dr Daisy Lekounda Mpouho, la magicienne du sourire

Daisy Lekounda Mpouho est une sorte de grande magicienne de la chirurgie esthétique. Docteur en chirurgie dentaire sortie de l'Université Bordeaux II, diplômée en Esthetic Dentistry de la New-York University, elle a ensuite commencé à exercer en France, avant d'installer, il y a deux ans, un cabinet à Libreville, dans un pays où la chirurgie réparatrice n'est pas prise en compte par le système de sécurité sociale, car considérée comme relevant du chapitre des soins esthétiques. C'est en toute simplicité qu'elle a bien voulu se prêter à nos questions pour nous parler avec passion de son métier et de ses projets.



Economie Gabon+ : Le métier de dentiste n'est pas le plus convoité en médecine et surtout pour une femme. Qu'est ce qui vous a poussée à vous y intéresser ?

Dr Daisy Lekounda Mpouho : Façonner le sourire et son esthétique c'est mon métier. Je pense avoir toujours eu un rapport particulier avec l'esthétique et un lien avec le sourire depuis ma jeunesse. C'est dans cette logique que je me suis naturellement intéressée à la chirurgie dentaire, plus précisément l'esthétique du sourire. Il ne faut pas confondre la chirurgie réparatrice de l'esthétique. Nous faisons la réfection totale des sourires, au niveau des gencives, au niveau des dents. En fonction de la morphologie de la personne et de son visage, après des études préalables, notamment à partir de photographies. L'esthétique fait désormais partie du bien-être de la personne. Et le bien-être est maintenant reconnu au sein de l'OMS comme faisant partie intégrante de la santé d'une personne. Améliorer un sourire peut changer beaucoup de choses sur un visage. C'est un moyen simple d'embellissement et de rajeunissement.

EG+ : Rencontrez-vous des personnes qui expriment des demandes insolites du genre, avoir le sourire d'une grande star ?

Dr Daisy Lekounda Mpouho : Cela peut arriver. C'est la raison pour laquelle nous dressons au préalable le profil psychologique des personnes qui souhaitent améliorer leur sourire ou qui veulent faire une quelconque chirurgie réparatrice. Cela nous évite de tomber dans des travers malencontreux. C'est l'une des raisons pour lesquelles je n'utilise pas de logiciel. Il ne faut pas que les gens aient des attentes au-delà de ce que l'on peut techniquement leur apporter.

Le sourire est le premier moyen qui ouvre vos relations avec les gens. Par automatisme, je pense que souvent inconsciemment, je scanne un peu les visages de mes interlocuteurs. J'ai aussi tendance à regarder rapidement la structure dentaire d'une personne que je rencontre pour la première fois. Mais je dois dire que je n'en fais pas non plus une obsession.

EG+ : Parmi vos patients, y a-t-il plus de femmes ou plus d'hommes ?

Dr Daisy Lekounda Mpouho : Les hommes et les femmes sont indifféremment intéressés par la chirurgie dentaire esthétique. Ce n'est pas une question de genre mais plus une question de regard que les gens peuvent avoir sur eux-mêmes. Il y a des personnes qui ont des problèmes liés à la prise de médicaments en rapport à un traitement spécifique entraînant une coloration de la dentition. C'est une spécialité qui permet véritablement une reconstruction du sourire, à partir des traits du visage, de la morphologie de la personne et de ses attentes.

Ceux qui viennent me consulter sont en général, des personnes soucieuses de connaître la qualité de leur sourire. Des profils divers. Il y a ceux qui viennent parce qu'ils sont complexés par leur dentition qu'ils ont du mal à assumer. Il faut reconnaître qu'une grande importance est, de nos jours, accordée au commerce de l'image. L'image a pris une telle force, notamment grâce aux images retouchées avec des logiciels. Si bien que les gens sentent de plus en plus le besoin de soigner leur image.

EG+ : Vous êtes installée depuis deux ans, quelles ont été les principales difficultés rencontrées pour vous implanter ?

Dr Daisy Lekounda Mpouho : Les difficultés sont de plusieurs ordres. Il y a des difficultés liées aux tracasseries administratives mais elles sont quand même surmontables, une fois que l'on s'assure que la structure est conforme et que les diplômes sont bons. A côté de celles-ci, il y a d'autres plus difficiles à surmonter, ce sont celles liées au financement des jeunes structures (les lignes de crédits) telle que la nôtre par les banques qui ne nous font pas souvent confiance malgré la viabilité du projet que nous leur présentons. L'accompagnement des jeunes structures est difficile au Gabon.

EG+ : Quel est le pourcentage des grandes chirurgies que vous pratiquez ?

Dr Daisy Lekounda Mpouho : Il y a beaucoup de grandes chirurgies qui sont faites. Par exemple, le rétrécissement ou l'augmentation de la gencive. Nous faisons en outre toutes les formes de chirurgie classique.

EG+ : Et vous, en tant que médecin, dentiste et femme, arrivez-vous à vous imposer ?

Dr Daisy Lekounda Mpouho : Je ne pense plus que le problème se pose encore. On sera plus jugée sur nos compétences et non sur le fait que l'on soit une femme. Et il faut tous les jours s'imposer en faisant du bon boulot.

EG+ : Quelle est, pour vous, la femme qui est une source d'inspiration, de motivation, pas seulement au Gabon mais également hors de nos frontières ? Y a-t-il eu des femmes qui ont été des modèles pour vous ?

Dr Daisy Lekounda Mpouho : Pas de grandes icônes internationales. Celles qui m'ont servi d'exemples sont les femmes de ma famille qui avaient des personnalités assez fortes. Auprès d'elles, j'ai acquis l'éducation grâce à laquelle j'ai pu avancer jusqu'à maintenant.

D'ici à l'horizon 2025, il y a encore de grands défis que les femmes doivent relever. Au Gabon je reste convaincue qu'elles ont les mêmes chances de réussite que les hommes, même si, par endroits, il y a

peut-être encore des efforts à fournir. Je pense également au plus grand défi qu'une femme doive relever, quelle qu'en soit l'époque. Quel challenge que d'arriver, premièrement à concilier vie de famille et vie professionnelle, ensuite réussir à garder son équilibre et un épanouissement total ! Cela paraît banal, mais pourtant pas si facile à faire. Il est important d'arriver à équilibrer les deux ?

EG+ : Avez-vous un idéal à partager avec les autres femmes ?

Dr Daisy Lekounda Mpouho : oui ! Qu'elles aillent au bout de leurs rêves... toujours continuer... ne jamais se laisser faire.

Propos recueillis par Siméon Minka

TRANSPORT AERIEN

OUVERTURE DES LIGNES LIBREVILLE-SAO-TOME, LIBREVILLE -YAOUNDE

Alfred Pierre ETOUKE, Directeur Général Africa Aviation
« La confiance des autorités est à la base de notre réussite »

Africa Aviation ouvre les lignes aériennes Libreville- Sao-Tomé et Libreville- Yaoundé. Pour cette petite compagnie aux dents très longues, que de chemin parcouru ! Le Directeur général de la compagnie s'en explique.

Economie Gabon+ : Vous allez desservir Sao-Tomé, une destination consacrée parmi 10 grands pools touristiques d'Afrique. Mais comment faire avec le Gabonais qui ne connaît pas le voisin Sao-Tomé ?

Alfred Pierre ETOUKE : Nous sommes partis d'un avion en octobre 2000 et 14 ans après, nous totalisons 5 appareils en service à ce jour. Nous avons participé à la découverte de Sao-Tomé. Il y a déjà, une forte communauté européenne là-bas qui pourra venir aussi découvrir le Gabon. Le tourisme va dans les deux sens. En dehors du tourisme, il y a beaucoup d'opportunités de transport qui s'ouvrent aussi pour les commerçants, les hommes d'affaires et les institutions.

EG+ : Africa Aviation est en pleine expansion, qu'est-ce qui explique cette réussite ?

Alfred Pierre ETOUKE : Ce sont les autorités gabonaises, à travers la confiance qu'elles nous accordent, qui sont à la base de la réussite d'Africa Aviation.

EG+ : Parlez-nous perspectives ?

Alfred Pierre ETOUKE : Après Sao-Tomé, nous ouvrons Lagos, nous avons déjà obtenu l'accord des autorités nigérianes. Nous avons été désignés pour desservir Accra, Ndjaména, Bangui, Brazzaville et Luanda. Nous attendons les autorisations nécessaires pour Dakar et Bamako.

Anderson Da Silva, Chargé d'Affaire Consulaire de l'Ambassade de Sao-Tomé et Principe à Libreville

« En plus du tourisme, Sao-Tomé est une niche de marchés »

EG+ : Que représente pour vous la desserte de Sao-Tomé ?

Mr Anderson Da Silva : Permettez-moi avant de rappeler que Sao-Tomé et Principe a été considéré par la chaîne américaine CNN, comme une des 10 destinations touristiques à découvrir pendant l'année 2014.

Cette nouvelle ligne entre nos deux pays, va entraîner une plus grande mobilité et développera davantage, les domaines du service, du commerce, du tourisme ainsi que toutes les autres activités connexes dans les deux pays.

EG+ : Pensez-vous que cette nouvelle desserte permette aux Gabonais de découvrir un pays merveilleux ?

Mr Anderson Da Silva : Il y a plusieurs raisons pour aller à Sao-Tomé. Premièrement, les questions touristiques mais en y allant pour le tourisme, on peut trouver des opportunités d'investissement et les opportunités d'affaires. Dans la sous-région, on dit que Sao-Tomé est une niche de marchés. Il faut que les investisseurs se rendent sur place pour voir à quel niveau ils peuvent investir.

La Rédaction

HYDROCARBURES

FORUM NATIONAL DE LA SOUS-TRAITANCE EN MILIEU PETROLIER

La nécessité d'impliquer les PME gabonaises

Le ministère des Hydrocarbures a commandé une étude portant sur la place des PME dans la sous-traitance en milieu pétrolier. C'est dans ce cadre qu'il a organisé les 2 et 3 mai derniers le 1er Forum national sur la sous-traitance pétrolière sous le Thème : « Les PME-PMI gabonaises et la sous-traitance dans le secteur pétrolier : mise en œuvre des mécanismes d'une politique de développement local ». La Chambre de Commerce, le ministère de l'Economie et le ministère des PME ont été co-organisateurs du forum.

Par Pambo Moussoungou & Andréa Nyamba

L'industrie pétrolière gabonaise est marquée par la présence des leaders mondiaux qui opèrent dans toute la chaîne de valeur, en amont ou en aval. Des majors parapétroliers d'envergure internationale offrent des services très variés à l'instar de Weatherford, Schlumberger, KCA Deutag, Transocean, etc. Dans le domaine des services, des approvisionnements et de la fabrication, des sociétés comme Cameron, Fuguro,

Caroil, qui fournissent des services de vente, d'installation, de réparation et de maintenance d'équipements pétroliers à Total Gabon, Shell Gabon, Addax Petroleum et Eni Gabon.

Face à cette concentration d'acteurs internationaux dans l'industrie parapétrolière au Gabon, il est utile d'analyser et de déterminer le rôle joué et la place occupée par les PME gabonaises. Font-elles parties de ces entreprises qui offrent des services ou exécutent des travaux au profit des compagnies pétrolières ? En dépit de l'existence des PME locales qui sont organisées en lignes de métiers spéciali-

sés, l'obtention des marchés auprès des compagnies pétrolières n'est pas toujours systématique. En effet, les majors pétroliers, s'arriment en règle générale sur les standards et les normes internationales directement édictées par leurs maisons mères ou issues de leur appartenance à des associations internationales qui normalisent et standardisent ce secteur, comme l'Association internationale des Producteurs de Pétrole et Gaz qui incitent ses membres à appliquer les normes ISO dans la conduite de leurs opérations pétrolières. Ces exigences techniques, organisationnelles HSE (Hy-

giène Santé Environnement) limitent le champ d'intervention des entreprises locales, dans la mesure où celles-ci ne sont pas toujours outillées par rapport à ces normes aussi bien techniquement que financièrement.

L'objectif de cette rencontre est de mener une réflexion sur l'insertion des PME locales pour une politique de contenu local. Ainsi dans les coûts pétroliers les PME locales pourront récupérer une plus grande partie du « cost-oil » permettant ainsi un retour de plus d'argent du pétrole dans l'économie nationale.

ENVIRONNEMENT

Le Président Ali Bongo fustige la criminalité faunique à Londres

Lors de la Conférence sur la criminalité faunique qui s’est récemment tenue à Londres, le Président Ali Bongo s’est fait l’avocat de la préservation des ressources écologiques de l’Afrique et de sa biodiversité. Nous vous proposons un extrait de son discours qui a suscité un grand écho dans la capitale anglaise.

“C’est un honneur pour moi de participer à cet important rassemblement, et je suis extrêmement reconnaissant au Royaume-Uni d’avoir bien voulu nous y accueillir. Les éléphants de forêt d’Afrique sont des créatures magnifiques. Ils jouent un rôle essentiel dans la préservation de l’écologie dans la forêt tropicale. Ils contribuent à la fertilité des forêts, à la dispersion des minéraux et l’accroissement de leur productivité ; et par conséquent, à l’augmentation de la séquestration

du CO2. C’est aux éléphants que les autres animaux de la forêt pluviale doivent les pistes et les clairières qu’ils utilisent. En dispersant les graines de centaines d’essences d’arbres de grande taille, ils contribuent à la croissance des bois d’œuvre les plus précieux... **Les forêts africaines sont en proie à un commerce illégal de faune sauvage de plus en plus organisé et violent ; et il va de soi que si tous les éléphants en disparaissent, c’est toute la biodiversité qui en souffrira.** ... L’Afrique Centrale a perdu près des trois quarts des éléphants « cachés » d’Afrique : les « élé-

phants de la forêt tropicale »... Les prix de l’ivoire atteignent aujourd’hui des sommets : jusqu’à 2000 dollars le kilo... profits illégaux qui servent à financer des conflits civils armés et des activités de nature terroriste. Qui plus est, le trafic illicite de faune sauvage est en train d’établir des liens avec d’autres formes de crime organisé transnational ... Les pays qui ont perdu la maîtrise de leurs ressources naturelles finissent par être aspirés dans cette spirale qu’ils ne peuvent endiguer... Si nous laissons des criminels et des milices abattre notre patrimoine naturel, nos totems, alors nos nations sont vouées à suivre le même chemin.

L’année dernière, j’ai brûlé tout notre stock d’ivoire, pour faire passer le message qu’au Gabon, on pratique la tolérance zéro pour le commerce illégal de l’ivoire et de la criminalité liée aux espèces sauvages... Juste avant la rencontre d’aujourd’hui, j’ai signé une nouvelle loi faisant

du braconnage et du trafic des éléphants un crime, en allongeant à trois ans la peine minimale infligée aux braconniers condamnés, et en réclamant une peine à vie dans les cas impliquant des crimes en bandes organisées... Aujourd’hui, je voudrais vous proposer un moratoire de dix ans sur le commerce de l’ivoire, afin de nous donner le temps tous ensemble de stabiliser les populations d’éléphants sur le continent africain, et d’éradiquer la criminalité liée aux espèces sauvages. Le commerce ne devrait être autorisé que lorsqu’il peut être réglementé efficacement et lorsque nous pouvons démontrer que les populations d’origine sont gérées de façon soutenable.”



R É A C T I O N S . . . R É A C T I O N S . . . R É A C T I O N S . . . R É A C T I O N S . . .

M. NELSON MESSONE MINISTRE DE LA FORET, DE L’ENVIRONNEMENT ET DE LA PROTECTION DES RESSOURCES NATURELLES

« *Le Gabon est une force de propositions sur les questions relatives à la protection de l’environnement* »

« Le sommet était une rencontre sans précédent, de ce niveau, sur la question du braconnage. Il a réuni quatre chefs d’Etats africains aux cotés d’autres hauts dirigeants de plusieurs pays de toutes les régions du monde. Pour donner au niveau international un signal fort sur la question du trafic illicite de la faune et de la flore en raison des implications et des conséquences de ce phénomène. Il s’agissait de donner un message politique fort afin que la communauté internationale notamment les Etats africains s’engagent à lutter de façon déterminée contre ce phénomènes qui prend des proportions de plus en plus préoccupantes. Avec des conséquences non seulement sur l’environnement et l’écologie, mais également des conséquences économiques sociales, et surtout aussi la sécurité des Etats ».

« Le Gabon est aujourd’hui une voix qui compte et qui porte sur ces questions parce que nous sommes touchés de façon significative par ces problèmes. Le Gabon a pris un certain nombre de mesures fortes dont la plus symbolique reste l’incinération d’un important stock d’ivoire. Au-

delà de cet acte symbolique, les autres mesures sont d’ordre réglementaire en général et organisationnel comme avec l’ANPN, qui continue de lutter contre ce phénomène de manière déterminée. Ensuite, lors de cette conférence, le Président de la République s’est engagé à prendre des mesures de répression forte contre les crimes de faunes, contre le braconnage notamment. Avec

des peines d’emprisonnement allant de trois ans, voire l’incarcération à vie pour des cas qui impliquent l’utilisation d’armes et pour violence contre les agents de l’Etat entre autres. Notre voix s’est exprimée à travers le président de la république en septembre dernier, en marge de l’assemblée générale des Nations-Unies où, nous avons fait un certain nombre de propositions

pour que le rôle des Nations-Unies soit aussi affirmé sur cette question, notamment par l’adoption d’une résolution et la nomination d’une porte-parole sur la question.. Donc nous sommes une force de propositions, nous essayons de montrer comment nous nous y prenons pour faire face à ce problème.

M. LEE WHITE SECRETAIRE EXECUTIVE DE L’AGENCE NATIONALE DES PARCS NATIONAUX (ANPN)

« *L’Afrique n’a pas à apprendre de l’Europe sur les systèmes de protection de la biodiversité* »

Economie Gabon+ : Les pays européens semblent sensibiliser beaucoup leur population, sur la nécessité de préserver leur environnement, pensez-vous en Afrique, que nos populations le soient suffisamment sur ces questions sensibles et vitales qui touchent la préservation des écosystèmes de la planète ?

Lee White : Je pense que l’Afrique n’a pas à apprendre de l’Europe sur les systèmes de protections de la biodiversité. Au Gabon il y a toujours eu des forêts sacrées à côté des villages, il y a toujours eu des animaux totems, qu’on ne chassait pas, des zones interdites de chasse par les chefs et les doyens des villages, de même pour la pêche. C’est dire que depuis l’aube des temps, il y a toujours eu un système de gestion de l’environnement de préservation de la biodiversité

autour des villages, autour des populations traditionnelles. Par contre, le problème se pose plutôt dans les villes où l’on oublie un peu ses traditions. Alors, de facto, les populations connaissent déjà ces systèmes de préservation de l’environnement, mais lorsqu’on est en forêt ces systèmes de gestion de l’environnement existent encore. Ce sont ces forêts sacrées qui sont devenues des parcs nationaux modernes.

Blanche Matsanga : Correspondant Royaume Uni

COOPERATION ECONOMIQUE GABON/FRANCE

Sur les pas du Dr Schweitzer, les hommes d'affaires alsaciens découvrent les potentialités du Gabon

Un séjour d’une délégation d’hommes d’affaires d’Alsace, 5^{ème} région exportatrice de France a été initié, par UBIFRANCE (l’Agence française pour le Développement international des Entreprises), organisation qui a compétence sur l’Afrique Centrale et dont le siège est à Douala au Cameroun avec l’appui du Service économique de l’Ambassade de France au Gabon.

La délégation alsacienne était composée de représentants de la Chambre de Commerce et de l’Industrie (CCI) d’Alsace, dirigée par le conseiller en développement international M. Christophe Antoine du (CCI), et par M. Epp Olivier, l’adjoint du DG.

Par rapport à sa population d’environ 1,8 million, l’Alsace est la première région de France en matière d’exportation par habitant avec un chiffre d’affaires d’environ 90 milliards d’Euro.

Concernant la région, il faut souligner qu’avec une population qui représente moins de 3% de la population française, l’Alsace contribue à elle seule pour 6,9% aux exportations totales françaises et réalise 6,2% des importations. Les échanges extérieurs de l’Alsace sont marqués par une progression significative des exportations. Ainsi, en 2013, les exportations de la région se sont élevées à 29,5 milliards d’euros contre 28,9 milliards d’euros en 2012 soit une hausse de 2%. Ce rebond mérite d’être souligné car, sur la même



Les Hommes d’affaires alsaciens à Libreville

période, les exportations françaises dans leur ensemble ont reculé de 1,3 %. Cela se justifie par un tissu économique très diversifié. Son commerce extérieur se répartit entre un très grand nombre de secteurs dont aucun ne représente plus de 10% des exportations totales à l’exception des produits pharmaceutiques (qui représente 11%). Comme de tradition, les échanges extérieurs de l’Alsace restent largement concentrés sur les pays limitrophes d’abord et, de manière plus générale, sur l’Union Européenne qui reçoit 72,2% des exportations de la région et représente 60,7% de ses importations. L’Allemagne demeure de loin, le premier partenaire commercial de la région puisque les exportations vers l’Allemagne comptent pour 28,3% du total soit 8,3 milliards d’Euros et les importations pour 29,6% soit 9,2 milliards d’Euros.

Les différents représentants de cette délégation

ont tous marqué leur volonté de nouer des partenariats commerciaux et industriels avec les acteurs économiques et institutionnels gabonais. Ainsi, des rendez-vous B2B se sont tenus tout au long de la semaine entre sociétés françaises et interlocuteurs gabonais. C’est ainsi que le représentant de Claudius Peters technologies Sas et, M. Jean-Baptiste Agnès, responsable export, avouent avoir déjà rencontré les représentants de COMILOG, de Gabon Fertilizer (en projet de construction à Port-Gentil) et espèrent faire également la rencontre des représentants de CimGabon, qui réalise 95% de son chiffre d’affaire en Afrique.

Soulignons que du fait que le docteur Albert Schweitzer dit « le Grand Blanc de Lambaréné » est natif d’Alsace, Lambaréné est une des villes les plus connues des opérateurs alsaciens.

Par Siméon Minka

Les 10 entreprises alsaciennes qui ont fait le déplacement de Libreville

- PFISTERRER SAS, fabricant de matériel électrique basse, moyenne et haute tension pour lignes aériennes et souterraines, câbles systèmes ;
- SINEU GRAFF, spécialiste en conception et en fabrication de mobilier urbain ;
- SARL ARTEMIS LDE, professionnel de l’Education et de l’Enseignement ;
- LANCIER SA, fabricant de matériel de pose et tirages de câbles ;
- STAGESMASTER SAS, spécialiste en conception et en fabrication d’équipements scéniques ;
- FORTAL, fabricant d’équipements pour travaux en hauteur (maintenance ou entretien) ;
- TTL France SA, fabricant de manches et poches filtrantes ;
- CLAUDIUS PETERS TECHNOLOGIES SAS, spécialiste en conception et en montage d’équipements de stockage pour matière pulvérulente (Charbon, calcaire, argile, alumine) pour industries cimentières ;
- SID STEIBLE SA, fabricant d’arrête-flammes, anti-explosion et de soupape de respiration pour cuve de stockage à toit autoporté, stockant hydrocarbures et gaz liquéfié ;
- et ERAS, opérateur dans l’ingénierie industrielle (Oil & gaz, Agroalimentaire, et pharmacie).

Moov Gabon, 1^{er} Opérateur de téléphonie mobile certifié ISO 9001 au Gabon



M. Abdoulaye CISSE,
Directeur Général de Moov Gabon

Qu'est-ce que la certification ISO 9001 ?

La certification ISO 9001.2008 est la reconnaissance par un organisme indépendant et accrédité sur le plan international, de la conformité d'une organisation aux exigences de la norme ISO 9001.2008, de sa capacité à satisfaire les exigences du client mais aussi les exigences réglementaires et légales.

La norme ISO 9001.2008 est reconnue sur le plan mondial pour la mise en valeur de la qualité. L'obtention d'un tel certificat selon la norme démontre que le système de management qualité d'une organisation à l'aptitude de fournir en permanence des produits et services conformes aux attentes du client.

La certification ISO 9001, plus d'une raison d'être fiers.

Nous avons plusieurs raisons de témoigner de notre fierté à l'heure où nous recevons cette distinction Internationale.

Tout d'abord, comme c'est le cas pour tout examen auquel l'on accède, la certification ISO 9001 version 2008, représente une fierté pour l'ensemble du personnel de Moov Gabon, avec à leur tête, M. Abdoulaye CISSE le Directeur Général.

Cette certification vient témoigner de notre engagement à délivrer, chaque jour et sans relâche, un service de qualité à l'ensemble des abonnés.

De plus, **Moov Gabon devient le tout premier opérateur de téléphonie mobile au Gabon et en Afrique centrale, à être certifié ISO 9001 version 2008 par l'organisme international et accrédité « Bureau Veritas Certification »**. Les critères d'admission de Moov Gabon à cette certification ont consisté au respect de l'ensemble des exigences prescrites dans la norme ISO 9001.

En effet, l'audit de certification ISO 9001 version 2008 qui s'est déroulée au mois de Novembre 2013 a permis d'évaluer le système de management de la qualité de MOOV GABON en mettant un accent particulier sur :

- L'engagement de la Direction Générale de MOOV GABON dans la démarche d'amélioration continue
- La pertinence et l'efficacité de son dispositif d'écoute du client
- La maîtrise de son système documentaire
- La capacité à assurer l'amélioration continue de ses performances
- La conformité de ses activités à la réglementation du secteur des télécoms.
- La maîtrise de ses activités clés : La planification, construction, exploitation et optimisation du réseau technique, la conception, développement et lancement des offres, les ventes aux clients et aux opérateurs, la commande, activation et livraison des produits et services, le système de facturation, la gestion des requêtes clients.
- La maîtrise des activités de soutien : management des ressources humaines et des affaires juridiques et réglementaires, gestion financière et comptable, système d'information et gestion achats et des moyens généraux

Sur tous ces processus décrits dans son système de Management de la Qualité, MOOV GABON a été jugée conforme aux exigences de la norme ISO 9001 VERSION 2008.

Quelles sont les assurances qu'apporte la certification ISO 9001.2008 aux abonnés de MOOV GABON ?

La certification apporte à nos abonnés les assurances suivantes :

- Un engagement de mise à disposition de produits et services satisfaisants, disponibles et adaptés à leurs besoins.
- Une garantie d'accroissement permanent- de la satisfaction des abonnés
- Une prise en compte de leurs critiques et suggestions afin de leur offrir de façon permanente des produits et services conformes à leurs exigences, tout en ayant le souci constant d'en améliorer la qualité
- Une garantie de la conformité à la réglementation locale relative au secteur des télécoms
- Une recherche permanente de réduction des coûts de réalisation des produits, par la maîtrise des processus qui permet de « bien faire du premier coup »
- Une maîtrise du métier et préservation du savoir-faire : par la mise en place de procédures de travail et de modes opératoires qui constituent une base de connaissance permettant à l'entreprise de garantir sa stabilité et la qualité de ses prestations en dépit du renouvellement des effectifs
- Une maîtrise des prestations réalisées à travers un ensemble de dispositions et de procédures de contrôle, de vérification et de validation des travaux

La certification est-elle une finalité pour MOOV GABON ?

Pour le Directeur Général de MOOV GABON, M. Abdoulaye CISSE «la certification ISO 9001 n'est pas une fin en soi mais plutôt une étape décisive vers l'amélioration continue des performances. Au-delà de l'ISO nous visons l'Excellence»

En outre, M. Abdoulaye CISSE rappelle que cette dynamique d'amélioration continue dans laquelle il est résolument engagé reste en phase avec la vision de MOOV GABON déclinée dans sa politique qualité : « Apporter à tous les clients un niveau de qualité de service supérieur à la moyenne et les placer au cœur de nos préoccupations, les écouter pour intégrer leurs besoins mais aussi anticiper leurs attentes de manière à continuer à y répondre à travers les technologies les plus avancées.»

La certification ISO 9001 version 2008, un véritable levier de progrès pour MOOV GABON au service de ses abonnés



de gauche à droite : Seydou NABALMA (Directeur des Ventes), Jean Blaise IWANGOU (Directeur Technique), Eliane OBAME ONDO (DRH), Abdoulaye CISSE (Directeur Général), Kra KOBENAN (Directeur Administratif et Financier), Francis ENAME (Directeur des Projets) et Mohamadou KONKOBO (Directeur Marketing et Clientèle).



Une vue du personnel de Moov



 www.facebook.com/moovgab

groupe
etisalat 

www.moov.ga

Service client : 4443 (payant : coût 25 F l'appel) ou 4445 (gratuit)

MOTOSHOW SAISON 2

« Tout est fin prêt pour la fête » selon Emmanuel Perret

Steed Rey, un passionné de motos pratiquant depuis de longue date, est l’initiateur de l’événement. Il s’est résolu à organiser ce qui au départ était un projet qu’il a partagé avec ses amis. Le MotoShow a alors suscité un intérêt auprès du jeune public gabonais. Et même s’il est vrai que la moto coûte cher, à l’avenir, beaucoup de Gabonais se battent pour prendre part à cette compétition, car la machine est déjà lancée. Le MotoShow permet ainsi de vendre la destination Gabon. Comme l’année dernière, il y a de nombreux articles de presse sur l’événement et des chaînes de télé internationales s’y intéressent déjà. Dans le cadre de la préparation de la 2^{ème} édition, Emmanuel Perret, coordonateur adjoint de Yoka Production et Directeur général de Powers Sport Gabon, nous en parle.



Emmanuel Perret : C’est Yoka Production qui organise. On peut dire que le MotoShow aura lieu les 30, 31 mai et 1er juin, avec inauguration le 30 mai au VIP à 18h30. Le bilan de la première édition est positif. Rappelons avant tout que c’est un événement gratuit et rare au Gabon. Il fait participer tout le monde. Nous avons aidé à la découverte du monde de la moto aux Gabonais, suscité un boom des ventes de motos et de scooter et créé un grand intérêt pour la moto. Nos partenaires et sponsors officiels sont, XXL et YACCO. Mais, permettez-moi de faire un bref historique sur le MotoShow. Il a été créé par M. Steed Rey, coordinateur général du Yoka Production. Cependant, nous savons qu’il faut améliorer l’organisation extérieure de la tente, avec plus de divertissement et d’animation. Il faut structurer les flux, communiquer, surtout sur la gratuité.

Economie Gabon + : Vous parlez de boom des ventes de motos et d’autres retombées ?

Emmanuel Perret : La principale retombée, c’est d’abord les ventes de motos. On peut aussi évoquer la création du circuit de motocross au stade (GMAXS) que nous sommes en train d’améliorer.

EG+ : Par rapport au flux, quel est le nombre de personnes que vous souhaitez atteindre ?

Emmanuel Perret : 30 000 personnes ! L’année dernière, nous avons eu plus de 15 000. Et c’est possible avec le volet communication. Ce n’est pas un événement organisé et offert par les autorités gabonaises. Il s’agit pleinement d’une initiative privée, organisée avec des fonds personnels et gratuite.

Cette année, nous avons invité des champions de différents pays d’Afrique, notamment de Côte d’Ivoire, du Sénégal, du Togo, du Bénin pour rehausser le niveau de la compétition. Et ce sera une première en Afrique parce qu’il n’y existe pas des compétitions motoshow. Il n’existe que des clubs. Pour qu’il y ait une vraie compétition, ces clubs doivent s’ériger en fédérations pour l’organisation des championnats nationaux. Il y a aussi des champions qui viendront de France et des USA, quatre champions du monde, et parmi eux, une femme. On ne peut déjà communiquer leurs noms. Ce sera une surprise.

EG+ : Pensez-vous former une fédération de motards ?

Emmanuel Perret : Il existe déjà des clubs

avec lesquels nous sommes en train de former une fédération gabonaise des motards. D’ailleurs, cette année nous souhaitons que la gendarmerie participe pour exposer leurs motos ne serait ce que pour susciter la vocation des jeunes Gabonais. Les motoristes gendarmes feront une petite démonstration et donneront des renseignements sur les démarches à suivre pour intégrer la gendarmerie ou l’armée.

EG+ : Quelles sont les mesures sécuritaires que vous avez prises ?

Emmanuel Perret : A tous les niveaux, toutes les dispositions nécessaires sont prises. Seront présents, les motards, les ambulances, les médecins et les pompiers. Il y a aussi l’assurance maladie.

EG+ : MotoShow, est-ce aussi un espace d’exposition ?

Emmanuel Perret : L’année passée, il y avait quatre exposants, les principaux concessionnaires de motos à Libreville : GSA, NOTRO, JET, SPNG. Cette année encore ; il y aura des stands pour les sponsors afin que la saison 2 ait beaucoup plus d’impact. D’où la pression que nous avons à l’heure actuelle. Nous avons déjà commencé l’organisation, on peut même annoncer un concert de fermeture.

EG+ : Quelles sont les principales innovations ?

Emmanuel Perret : Cette année nous avons une 3^{ème} catégorie, le trial. Une autre catégorie de course verra la participation des Gabonais, sur des grosses motos. C’est le type de course auquel les Gabonais peuvent participer parce qu’ils ne connaissent pas encore vraiment le motocross. Pour cette catégorie, on aura au total 7h de course durant tout l’événement.

EG+ : Le mot de la fin ?

Emmanuel Perret : Je voudrais remercier Steed Rey pour toutes ces initiatives et pour ces investissements multiformes engagés pour cet événement.

Recueillis par Pambo Moussoungou & Andréa Nyamba



Ducati Power



GABON SPRINT

Importateur Officiel Ducati - Z.I. Oloumi (face au lycée)
Email : contact@gr-gsa.com / Tél : 01 72 25 14 / 15 / 16



LE RECONFORT

- CONSTRUCTION
- BÂTIMENT
- ASSAINISSEMENT
- RÉFECTION
Bâtiments et Mobiliers



BP. 2025 Port-Gentil
Tél : +241 07 28 92 95 / +241 01 56 96 99
E-mail : lereconfort1@yahoo.fr

BTP



UN SECTEUR GLOBALEMENT MOROSE



Parmi les signes de bonne santé d'un pays, le BTP a toujours été le meilleur indicateur. Sur le continent, le secteur affiche un tissu d'entreprises autochtones réduit, marqué par la présence de quelques majors pour les grands chantiers. En zone Afrique Centrale, le marché devrait connaître un essor très important vu les besoins en logement pour résorber les habitats précaires, vu l'urbanisation rapide, mais considérant, également, la mise en œuvre des grands chantiers entrepris au sein des différents Etats. Au Gabon, le BTP est au cœur du Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE), c'est un levier du « Pilier industriel », plan, dont l'ambition est de transformer l'économie du pays à l'horizon 2025.

Le contexte actuel

Le respect des délais est souvent court-circuité par le défaut de règlements. Et si cette situation n'est pas imputable aux entreprises, c'est que la plupart d'entre elles souffrent de règlement dans certains cas où le financement propre de l'Etat intervient. À l'opposé, il y a de grandes entreprises de BTP qui bénéficient de financement des bailleurs extérieurs, celles-là, ont moins de problème. Mais il ne faut pas toujours imputer le péril de l'entreprise à l'Etat, car indubitablement, il faut faire la différence entre, le mode de fonctionnement d'une institution privée et l'institution publique.

Reconnaître que l'Etat travaille

Depuis 2010, 240 km de routes ont été bitumées. Parmi lesquelles on peut citer les tronçons suivants : Fougamou-Mouila : 105 Km ; Le tronçon Laléyou-Lastourville long de 92Km ; la route Ndendé Lébamba longue de 38Km. Et toutes ces routes ont été financées par la BAD (Banque Africaine de Développement) d'un montant de 230 milliards. D'ici fin Décembre, 4 chantiers seront mis en service, celui de Lalara-Koumameyon long de 63 Km et celui de Koumameyon-Ovan long de 51 km. Ensuite le tronçon Okondja-Akiéni qui fait 74 km. Ces projets ont été financés par la banque islamique de développement (BID) à hauteur de 134 milliards et exécutés par des entreprises chinoises. Il y a le chantier avec Dragage Gabon, une filiale du géant français de la construction Bouygues, dont la livraison est prévue en fin décembre. Long de 45km, ces travaux sont financés par l'AFD d'un montant environnant près de 65 milliards. Sans oublier Ndjolé-Medoumane (46 km) réalisé par le groupement d'Entreprise BTP Terrassement et Dragages Gabon.

L'Etat gabonais, un donneur d'ordre exigeant.

L'accès aux marchés publics, nécessite : rigueur, contrôle, sécurité et qualité. La 1^{ère} des

exigences c'est la qualité, et les agents de l'Etat représentant ses intérêts, sont toujours là pour voir si celles-ci sont respectées.

Mise à part quelques variantes, le secteur est globalement morose. Pour une entreprise qui réalise ses activités à Port-Gentil et à Libreville, l'appréciation est différente selon qu'on se place à Port-Gentil ou à Libreville. A Port-Gentil avec les pétroliers ou parapétroliers l'activité est, moyennement soutenue. Par contre sur Libreville elle y est plutôt morose et, se maintient avec difficulté grâce à certains privés, essentiel-

lement des clients du secteur bancaire, et de grosses entreprises commerciales. La nature de leur investissement varie, en neuf, pour la construction d'un super marché, et pour les autres c'est de la réhabilitation et des travaux divers. Pour l'ensemble du secteur beaucoup de grands travaux sont à l'arrêt. Le chantier de construction du centre d'affaires qui était d'actualité il y a deux ans, est arrêté.

Il y a un autre centre d'affaires qui est financé par une société italienne qui fonctionne en toute autonomie vis-à-vis des autres acteurs du secteur.

Auparavant, il y avait une culture traditionnelle de travail en synergie dans le secteur du BTP, bien sûr, avec

des majors, SOCOBA, SOCOFI, DRAGAGE, SOBEA, SATOM, COLAS, ACCIONA, COLAS, ENTRACO, qui possède de puissants moyens logistiques, elle est la plus jeune (10 ans d'âge environ). Ce sont ces entreprises qui sous-traitaient le travail aux autres petites PME. Elles ont moins de travail et comme les entreprises de l'extérieur viennent souvent avec leurs ouvriers, elles sous-traitent peu avec les PME gabonaises. Ces dernières désormais contraintes de traiter avec toute clientèle lui permettant de travailler en direct, la montée d'une nouvelle génération d'entrepreneurs gabonais est stoppée. Et la réalité réside dans le fait que toutes les PME sont dans des situations financièrement accablantes.

Aujourd'hui pour survivre, les PME de moyenne importance sont obligées de se restructurer. Car entre autres causes, il y a le non-

paiement de travaux effectués dans le cadre des infrastructures de la CAN. Oui ! Nombreuses sont celles qui risquent de mettre la clé sous le paillason. Il y a des entreprises venant de l'extérieur qui prennent une part de marché importante, elles ont un atout, elles préfinancent les travaux grâce aux taux les plus bas du marché auxquelles les autres n'ont pas accès.

Il est certainement urgent qu'une bourse de sous-traitance soit mise en place pour l'organisation de quote-part pour les entreprises locales sans rien attendre de l'Etat, qui n'a pas à distribuer le travail. Mais qui doit être un arbitre ; parce que ce qui fait vivre le pays c'est de l'activité dans un secteur qui est florissant. Les choses doivent se faire en toute transparence et selon le mérite de chacun. Il y a également un manque de dynamisme du secteur privé, notamment du secteur bancaire, des assurances, qui auparavant lançaient un certain nombre de travaux, ce qui est de moins en moins le cas aujourd'hui. En ce moment la BGFI fait quelques travaux de rénovation, d'autres banques aussi, ce n'est pas négligeable. Mais le problème réel, porte sur l'investissement privé. Il ne permet pas aux entreprises du secteur BTP d'assurer leurs activités en toute sérénité.

C'est une sorte de paradoxe lorsque l'on décrit une surliquidité des banques en Afrique Centrale. Alors que ce sont les premières qui doivent montrer qu'il est important d'investir et qu'il y aura retour sur investissement. Dans l'immobilier, tout le monde sait qu'il y a un manque criard de logement pas seulement de logements sociaux, mais également pour des cadres qui attendent qu'un investissement soit fait pour les aider à construire leurs maisons. On peut dans ce cadre louer le projet de la SNI qui est financé à hauteur de 100 milliards par BGFI Banque, donc on peut dire que cette banque a fait un gros effort à ce niveau.

Et ce n'est pas suffisant car le grand problème au Gabon se situe dans le secteur informel. Le fait est que n'importe quel quidam, sans qualification peut créer n'importe quelle entreprise. La solution peut surgir de textes de lois, qui

pourraient décréter qu'une entreprise dont le gérant n'a pas la qualification, doit obligatoirement s'entourer de professionnels qui eux ont des qualifications dans le secteur. C'est vraiment l'exigence de qualification qui pourrait oxygéner le secteur. Il faudrait également qu'il y ait des écoles de formation dédiées au secteur.

Un Syndicat des entreprises de BTP pour quoi faire ?

Dans le principe le syndicat regroupe toutes les entreprises du BTP, tous corps de métiers qui concernent le bâtiment et travaux publics, devraient y être réunis. D'autant plus que le syndicat est représenté à la CPG (Confédération Patronale Gabonaise). Intéressant donc pour que tous les acteurs y adhèrent pour partager des expériences, échanger sur les mêmes problématiques et se poser en intermédiaire auprès des partenaires sociaux.

Le BTP, une part non négligeable dans le budget de l'Etat.

Avant 2012 elle fut très importante à cause de tous les travaux liés à l'organisation de la CAN. Mais déjà beaucoup d'entreprises se disaient que l'après CAN serait difficile, à l'inverse de 2013 supposée année morose pour le secteur BTP, une sorte de trou d'air et qu'en 2014, il y aurait la reprise. Ce n'est malheureusement pas le cas. En fait, travailler pour de grands travaux capte complètement l'activité de l'entreprise. Elle ne peut se consacrer à autre chose et les travaux terminés il faut tout de suite remobiliser les équipes, ce n'est pas facile.

Constat ... L'après CAN c'est précaire !

En tous cas, les entreprises gabonaises opérant dans le secteur du BTP, l'ont appris à leurs dépens, car l'après Can a été doublement difficile du fait des paiements en retard, et de la baisse d'activités qui était plutôt prévisible.

Rédaction

BTP : NOUVELLE GÉNÉRATION D'ENTREPRENEURS ?



Les autorités gabonaises ont fait un constat d'échec concernant la promotion des PME. Elles n'étaient pas organisées, l'argent avancé était souvent confondu avec celui de leur poche, et a servi à l'achat de voitures, de maisons et de voyages. La caisse n'a pas servi au fonctionnement de l'entreprise. Aujourd'hui la donne a changé. Les PME gabonaises

s'organisent mieux, elles ont recruté des personnes compétentes ou des gérants qui sont du métier. Et on s'en rend compte, désormais l'interlocuteur qu'est l'Etat a en face, de véritables managers qui ne recrutent que des professionnels. Tout le monde a accepté que la solution, c'est qu'il faut des gens de métiers à la tête des PME. L'objectif étant de parler d'un même langage et de voir à la tête de ces entreprises des acteurs qui maîtrisent les standards, déjà qu'au Gabon, en dehors des majors du BTP, aucune PME opérant dans le secteur, mais aucune... n'est certifiée. D'où la volonté de l'Etat qui souhaite accompagner ces PME à se certifier.

Rédaction

TUTELLE & INSTITUTIONS

Le Ministère

Le Ministère de la Promotion des Investissements, des Infrastructures, de l’Habitat et de l’Aménagement du Territoire met en œuvre la politique du Gouvernement en matière d’infrastructures de transport, d’équipement, de construction, de voirie, d’assainissement et de salubrité publique, avec compétences élargies, et a en charge d’étudier, de réaliser, de contrôler et d’entretenir toutes les infrastructures de transport, tous les équipements et édifices publics ainsi que les ouvrages et installations d’assainissement exécutés pour le compte ou avec la garantie de l’État ou pour le compte des collectivités locales qui en font la demande ; de gérer et d’entretenir le patrimoine routier et immobilier ainsi que la partie riveraine du domaine public maritime, lagunaire et fluvial ; de donner un avis technique sur les marchés publics ; d’élaborer, de diffuser et de suivre l’ap-

plication des textes régissant les activités du bâtiment ; de contrôler la conformité des travaux d’assainissement ; de coordonner, avec les autres services concernés, les travaux d’assainissement.

En matière d’urbanisme et d’aménagements fonciers : De concevoir et promouvoir les programmes de l’Etat en matière d’urbanisme ; de concevoir les programmes de l’Etat en matière de production de terrains viabilisés ; de signer les contrats d’Objectifs et de Performances ; d’évaluer périodiquement la mise en œuvre de ces contrats ; d’établir ou faire établir des schémas directeurs, des schémas de secteurs ; des plans d’occupations des

Entre autres prérogatives, le ministère assure l’exécution de la politique du gouvernement en matière d’habitat, de logement, d’urbanisme, d’aménagements fonciers, de travaux topographiques, de cadastre et de cartographie, en liaison avec les autres départements ministériels et les collectivités locales concernés.

partements ministériels compétents ; de veiller à une gestion rationnelle et économe des domaines publics et privés de l’Etat et des communes ; d’étudier et proposer, en liaison avec les autres services, toutes les mesures pouvant

sols intéressant toutes les agglomérations ; d’assurer le suivi et le contrôle de l’exécution des documents d’urbanisme, ainsi que les enquêtes analytiques préalables ; d’élaborer toutes les pièces de procédures nécessaires à l’instruction et à l’approbation des règlements d’urbanisme et des documents annexes ; d’initier tout projet de textes législatifs et réglementaires applicables en matière d’urbanisme ; d’initier les projets de lotissements, de voiries urbaines, de sites touristiques et de loisirs en accord avec les autres départements ministériels compétents ; de veiller à une gestion rationnelle et économe des domaines publics et privés de l’Etat et des communes ; d’étudier et proposer, en liaison avec les autres services, toutes les mesures pouvant

faciliter l’accès des pouvoirs publics, des opérateurs économiques et des citoyens au foncier sécurisé, à un coût raisonnable et en temps opportun, pour la réalisation de leurs projets ; d’élaborer des normes et spécifications techniques dans ses domaines de compétence et veiller à leur respect ; de participer à l’organisation et à la promotion des métiers et professions liés à ses domaines de compétence ; d’assister les collectivités locales dans les matières relevant de sa compétence.

En matière de Travaux Topographiques et de Cadastre, le ministère est notamment chargé: De concevoir et promouvoir les programmes de l’Etat et des collectivités locales en matière de travaux topographiques et du cadastre ; de concevoir les programmes de l’Etat et des collectivités locales en matière de délimitation des parcelles.

La Direction des infrastructures de transport

La Direction Générale de la Construction et de l’Equipement : Dans ses compétences, ce département a en charge, deux secteurs qu’il gère. Il doit donc s’occuper de tout bâtiment public qui doit sortir de terre et en suivre les différentes phases d’exécution. Ce qui n’est pourtant pas le cas car les différents ministères pour lesquels les bâtiments sont construits gèrent leurs constructions. Dans les compétences du département il y a les questions d’assainissement et de drainage des eaux. Le Gabon est un pays à forte pluviométrie où le problème d’eau et par conséquent d’inondation se pose avec acuité et mérite un suivi très minutieux. Une ville comme Libreville est traversée par pas moins de 10 cours d’eaux. Le département de la construction et de l’équipement doit donc suivre ces différents cours d’eaux. Il ne faut pas que ces cours d’eau soient obstrués par quoique ce soit, car si on obstrue un cours d’eau, il ira faire son nid ailleurs et cela peut être plus dangereux.

LBTPG, Laboratoire du Bâtiment et des Travaux Publics du Gabon : Créé par ordonnance n°8/82/PR du 07 juillet 1982 comme établissement public à caractère industriel et commercial, doté de la personnalité morale et de l’autonomie financière. Le LBTPG est placé sous la tutelle du Ministère de l’Equipement des Infrastructures et de l’Aménagement du Territoire (MEIAT). il dispose d’un matériel nécessaire et suffisant pour réaliser l’ensemble des prestations relevant de son domaine de compétence. Missions et activités : Exécution de tous les essais, analyses et recherches, Contrôles des travaux en géotechnique et en bâtiments, Etudes des projets et de la normalisation.

Ecole de Techniciens des travaux Publics de Fougamou : Créée par la loi 8/76 du 6 Décembre 1976.

APIEX, Agence de Promotion des Investissements et des Exportations, Créée le 28 Mai 2010, loi n° 011/ 2010 est un établissement public à caractère industriel et commercial.

L’ANGT, Agence Nationale des Grands Travaux : Créée à l’initiative du Président de la République Gabonaise par ordonnance n°004/PR/2010 du 25 Février 2010.

FR, Fonds Routier : C’est un EPIC, à savoir, un établissement public à caractère industriel et commercial, placé sous la double tutelle des ministères de l’Economie (financière) et de l’Equipement, des Infrastructures (technique), doté d’une autonomie financière, avec un conseil d’administration ; a la charge d’administrer les fonds destinés à l’entretien du patrimoine routier national. A ce titre, il assure le règlement, à titre exclusif des dépenses liées à l’entretien, à la réhabilitation, à la gestion, à

l’expédition et à la protection du patrimoine routier national, y compris les voies urbaines aménagées, l’entretien des bacs (à défaut des ponts) gérés par l’Etat ainsi qu’à la prévention et la sécurité routière, y compris la signalisation. Des charges qui vont de l’appui aux PME/PMI des BTP, au soutien à la maîtrise d’ouvrage et à la maîtrise d’œuvre en passant par les études et contrôles afférents aux tâches énumérées ci-dessus. Ses compétences ont été élargies par la suite et il devenu le fonds routier (FR). A la faveur du premier conseil des ministres de l’an 2012. Présidé le 3 février 2012 par le président Ali Bongo Ondimba, le gouvernement gabonais, a approuvé le projet d’ordonnance portant modification de certaines dispositions de la loi n° 004/2006 du 12 Septembre 2006 portant création du Fonds d’entretien routier de deuxième génération (FER 2) qui, à l’issue de quoi, se nomme désormais Fonds Routier (FR). Le FR est donc chargé du financement de la construction des routes en plus de ses prérogatives précédentes.

L’ANUTTC, Agence Nationale de l’Urbanisme, des Travaux Topographiques et du Cadastre : Placée sous la tutelle du ministère de la promotion des investissements chargé de

l’habitat, créé par le décret présidentiel n°01500/PR/MHUEDD du 29 décembre 2011. C’est Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial (EPIC), doté de la personnalité juridique et de l’autonomie financière, sous tutelle du Ministère de la Promotion des Investissements, des Travaux Publics, des Transports, de l’Habitat, et du Tourisme, chargé de l’Aménagement du Territoire. Son principal objectif est l’aménagement des espaces constructibles et la délivrance des titres fonciers établis par les administrations compétentes dans le cadre d’un guichet unique.

SNI, Société Nationale Immobilière : Société Anonyme d’économie mixte, c’est une personne morale de droit public, créé en 1976. Ses missions statutaires : l’aménagement des terrains à bâtir, l’activité d’aménageur qui consiste pour la société à rechercher des terrains et créer des réserves foncières en vue de leur mise en valeur dans le cadre des programmes immobiliers. Ses autres missions sont : la construction de logements finis ou évolutifs, la maintenance du patrimoine, la maîtrise d’ouvrage déléguée et la gestion immobilière. A son actif, la SNI a réalisé sur l’ensemble du pays des programmes immobiliers comportant des loge-

ments, des parcelles, des établissements scolaires et des casernes. La SNI a actuellement 10 projets de logement à travers le pays. Le directeur général des infrastructures de transport, assure le contrôle et le suivi de ces travaux.

SNLS, Société Nationale du Logement Social : Société à participation financière publique, constituée sous la forme d’une société anonyme est créée en mai 2013, de la volonté du Chef de l’Etat, Son Excellence Ali BONGO ONDIMBA. Ses missions : La construction, la promotion et l’acquisition à un large public, de logements dignes et accessibles à tous les gabonais ayant des revenus modestes. Placée sous la tutelle du Ministère de la Promotion des Investissements, des Infrastructures, de l’Habitat et de l’Aménagement du Territoire. Les offres SNLS s’adressent principalement aux personnes répondant aux critères d’éligibilité : Etre gabonais, avoir entre 21 ans et 60 ans (au cas échéant présenter des garanties de solvabilité pour toute personne à la retraite), justifier d’un emploi ou d’une activité génératrice de revenus, justifier de sa qualité de locataire (contrat de bail, attestation d’un logeur ou quittance SEEG).

PROJETS STRUCTURANTS : PID /PIH – SHELL GABON

AMENAGEMENT DE LA ROUTE LOUBOMO-MOUGAGARA

Shell Gabon engage la GIZ*, l’Agence allemande de coopération internationale au service du développement économique et durable.

Depuis 1963, Shell Gabon est présent dans la ville de Gamba, précisément dans le département de Ndougou de la province de l’Ogooué Maritime. Mais il se trouve que cette zone limitrophe de deux parcs nationaux, n’est accessible que par bateau ou par voie aérienne. Situation qui pose d’énormes problèmes de déplacement aux habitants de Ndougou, rendant leurs déplacements extrêmement difficiles, lents, coûteux. A cela s’ajoute la paupérisation galopante de la zone reléguant les habitants dans une pauvreté notoire.

Le désenclavement de Gamba : Une nécessité

La construction d’une route (avec un pont de 55m) de près de 53 Km a ainsi été décidé avec la mise en œuvre du projet d’aménagement de la route LOUBOMO-MOUGAGARA financé par le Gouvernement Gabonais et Shell sur la base de la Provision pour Investissements Diversifiés et de la Provision pour Investissements

dans les Hydrocarbures (PID/PIH) avec la coordination de la GIZ. Le projet se déroule en ce moment, et est dans la phase de mise en œuvre des travaux, après avoir été préalablement validé aux différentes étapes de son élaboration. Les études d’avant-projet détaillé quant à elles, ont été élaborées et validées en Mars 2012.

Lorsque la construction d’une route intègre l’approche développement durable.

La signature du contrat de gestion du projet par la GIZ avec le Ministère de la Promotion des Investissements, des Travaux publics, des Transports, de l’Habitat et du Tourisme, Chargé de l’Aménagement du Territoire (MPITPHTAT), le Ministère du Pétrole, de l’Energie et des Ressources Hydrauliques (MPERH) et le Ministère de l’économie, de l’Emploi et du Développement Durable (MEEDD) d’une part, et Shell Gabon d’autre part, a eu lieu le 19 septembre 2012. Le début des travaux de

construction de la route, a été opéré en octobre 2013. La GIZ, sous la supervision d’un Comité Technique mandaté par le MPITPHTAT, assure la programmation, la contractualisation et la surveillance des travaux, qui sont exécutés principalement par des PME gabonaises. Ces entreprises bénéficient par ailleurs, d’un accompagnement de la GIZ pour la gestion financière et la planification des travaux, ainsi que pour la maîtrise des aspects techniques de leurs chantiers. En outre, un fonds de développement rural, mis en place parallèlement au projet, finance des actions de développement local planifiées de façon participative dans les communautés riveraines. Cette action a pour ambition d’accompagner pleinement la vision et la politique menée par le chef de l’Etat pour la réduction des inégalités sociales.

La Rédaction

*Deutsche Gesellschaft Für internationale Zusammenarbeit.

23^{ème} EDITION DU CROSS OZOURI

En mémoire aux pionniers de Total Gabon



Arrivée du Gouverneur au milieu en bleu

Célébré depuis 1991, « Ozouri » est une randonnée qui magnifie la découverte du site par la SPAEF (Société Pétrolière de l'Afrique Equatoriale Française), aïeule de Total Gabon. Cette course tire son nom du site de la première exploitation pétrolière qui date

de 1956. C'est donc dans l'objectif de perpétuer la mémoire des pionniers de la compagnie que la célébration de cet événement a été initiée. Avec plus de 1 400 athlètes alignés sur les starting-blocks pour le départ et sous un temps nuageux que le départ de la 23^{ème} édition du cross Ozouri a été lancé au siège de



Participants grimés



Quelques lauréats...



Les fatigués aux petits soins

ENTRE PASSION, PAROLES ET SENTIMENTS

Gaétan DELICAT vainqueur du cross Ozouri, à chaud

“ Je prépare les championnats d'Afrique dans la sérénité ”



Economie Gabon+ : Vous avez gagné la course en 40 mn et 32 s.

Quelle était votre tactique principale?

Gaétan DELICAT : Mon coach qui est à Libreville n'a pas pu se rendre à Port-Gentil, il m'a conseillé de gérer la course dans un premier temps en gérant mon chronomètre, d'accélérer dans un second temps afin de l'emporter. C'est ce que j'ai tenté

et cela m'a réussi. Je tiens donc à le remercier vivement. Je remercie également mon épouse, elle m'aide chaque jour. Une pensée au coach national des coureurs du Gabon, à la société ORTEC industrie ainsi qu'à mes collègues qui me soutiennent. Je n'oublie pas le président de la Fédération d'Athlétisme, M. Parso, et tous mes collègues athlètes qui n'ont pu se rendre à Port-Gentil et surtout, Franck Koudouvo, il a fait beaucoup pour le sport au niveau de la ville.

Economie Gabon+ : Quel était votre état d'esprit pour aborder la course ?

Gaétan DELICAT : Je suis serein. Je suis en pleine préparation pour le championnat d'Afrique des cross et courses de fond qui a lieu en Erythrée. Vous voyez donc que cette course était une forme de préparation pour la grande rencontre érythréenne. L'ambiance est merveilleuse et tous les participants sont en ébullition, donc la fête est grande et belle. En plus, on peut dire que le temps était idéal pour la course.

Total Gabon à Port-Gentil. Au nombre des participants, on notait une équipe de la filiale congolaise du groupe Total et une autre de Gamba. Les délégations angolaise et camerounaise, quant à elles, n'ont pas pu honorer l'invitation pour des « raisons de difficultés logistiques », a fait savoir le directeur de la course.

La randonnée a été rehaussée par la participation de l'édile de la ville, Bernard Apérano,

Gouverneur de la province de l'Ogooué Maritime, et Martin Boguikouma. Ces illustres personnalités, qui en ont surpris plus d'un, ont été aperçus dans les rangs très à l'aise dans les 5,2 Kms marche, tandis que Benoît Chagué, directeur général de Total Gabon, trottait tranquillement avec les vétérans. Tous les randonneurs de 7 à 77 ans ont participé dans la gaieté à la course, et les distances : 5,2 km, 7 km, 12 km, tenues correctement.

Roger LIHOUSSOU, responsable du service adialogie à la clinique de Total Gabon
“ 2014 ... un cru magnifique ! ”



Economie Gabon+ : Quel bilan médical pour cette manifestation sportive ? Y'a-t-il eu plus de blessés que lors de la précédente édition ?

Cela fait plusieurs années que je participe au cross. 2014 est vraiment une année magnifique. Il n'y a pas eu de cas grave, nous avons fait le parcours de la course auprès des coureurs, il n'y a vraiment eu aucun souci.

www.africa.airtel.com/gabon

3G

vivez
Les réalités



de jephté



expérimentez une rapidité qui va ép

Jephté - Il assure au boulot : 125 dossiers envoyés en quelques secondes. Il est connecté à Félicité, sa du 3G+. Découvrez les réalités de Jephté, bientôt sur vos

Pour souscrire aux forfaits internet 3G+ :

- Composez gratuitement *111*1#
- Accédez à votre menu Airtel Money
- Appelez MAMO au 141

Airtel, 1^{er} réseau 3G/4G au Gabon

Bernard APERANO, maire de Port-Gentil
“ À l’avenir, il faudrait que les autorités locales pensent à s’impliquer d’avantage dans l’organisation de cet événement “.

Economie Gabon + : Vous avez participé au cross OZOURI. Votre appréciation cette compétition ?

Bernard Apérano : Un sentiment de satisfaction et ensuite de fierté. Et je tiens à réitérer mes félicitations au principal organisateur, Total Gabon, qui donne de jour en jour plus d’envergure à cet événement. Je n’oublie pas toutes les entreprises et organisations qui ont contribué au bon déroulement du cross Ozouri. C’est le plus grand évé-

nement de la ville, et même de la province, qui rassemble autant de personnes venues d’horizons divers, des fils et filles de Port-Gentil sans distinction aucune.

E G : Aux côtés du gouverneur de la province de l’Ogooué Maritime, vous avez opté pour la marche. Pourquoi ?

Bernard Apérano : Je pourrai répondre pourquoi pas ? En vérité, il faut dire que c’est la pre-

mière fois dans l’histoire du cross Ozouri que les plus hauts responsables de la ville et de la province de l’Ogooué Maritime s’associent en participant à la compétition. C’est une symbolique qui marque toute l’importance que les autorités locales accordent à cet événement d’envergure internationale. Et nous avons été émerveillés par toute la liesse populaire qu’il y a eu autour des différentes catégories du cross. Les riverains étaient alignés aux abords des différents parcours encourageant les compétiteurs dont moi-même, et ce fut vraiment des moments inoubliables. De plus, je ne vous cache pas que tout cela m’a redonné le goût du sport et je me suis remis à faire du sport. Chaque 18 heures maintenant, je sors et je vais au centre de sport, faire quelques exercices. Je dois d’ailleurs souligner que le chef de l’Etat, j’ai cité son Excellence Ali Bongo Ondimba, est un grand joueur de football.



E G : Que pouvez-vous souhaitez pour cette compétition?

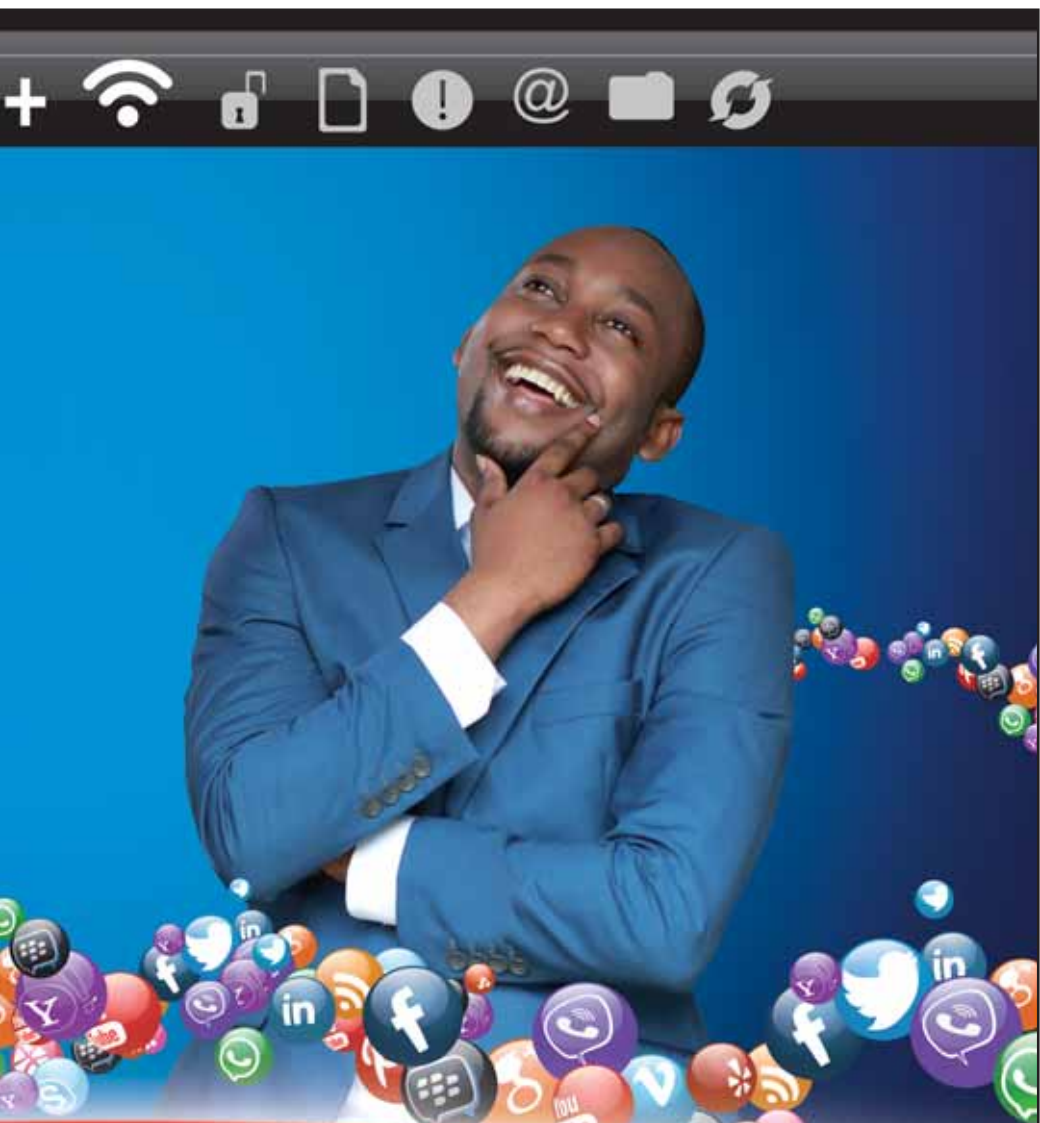
M. Apérano Bernard : Rien que de bien ! Ce fut un excellent souvenir. Il faut certainement que les organisateurs se réinventent et innover pour le rendre encore plus attractif. À l’avenir, il faudrait que les autorités locales pensent à s’impliquer d’avantage dans l’organisation de cet événement, même si c’est et cela restera un événement Total Gabon. Il s’agira donc pour nous, de voir dans quelle mesure on peut accompagner Total Gabon dans l’organisation.



De beaux trophées, pour la distinction des participants



Cross Départ des cadets



airtel
internet

water

depuis son smartphone

ulciné 24h/24 grâce à la

s écrans de télé.



Cross Animation



Les 7 à 77 ans , ils étaient tous là.

**Hugues Gatien MATSANGA Responsable Communication
D’ADDAX PETROLIUM GABON**

“ Le cross Ozouri est une activité qui permet
de développer l’esprit d’équipe “

Economie Gabon + : Quelle est la symbolique de la présence d’ADDAX Gabon à ce cross organisé par Total Gabon ?

Hugues Gatien Matsanga : Pour nous c’est un plaisir de nous associer à l’initiative de Total Gabon, d’autant plus que le cross Ozouri est la plus grande compétition sportive de la province de l’Ogooué Maritime en général et de Port-Gentil en particulier. C’est un événement qui fédère la ville, non seulement à travers ses habitants mais avec les pétroliers aussi. Addax Petroleum tient donc à faire partir de cette fête du sport et de l’amitié.

Hugues Gatien Matsanga : Nous sommes dans une très bonne ambiance de fraternité, de convivialité et de partage. L’organisation est excellente, nous avons d’ailleurs participé à cette fête du sport avec 20 agents d’Addax Petroleum, ce qui constitue le double des participants que notre société a inscrits par rapport à l’année dernière, ce qui est une preuve de l’engouement autour du Cross Ozouri au sein de notre entreprise. Le cross Ozouri est une activité qui permet de développer l’esprit d’équipe, parce que pour nous ici, l’essentiel c’est d’être présent même si nous n’occupons pas les premières places. Mais que ce soit les cadres, les non cadres, les directeurs généraux, tout le monde est relax, et le fait d’être en short, crée une atmosphère propice au renforcement de liens de façon transversale.

EG+ : Parlez-nous de l’ambiance ?



**Paul Origo NGAMBADU, Coordonnateur de soins à la clinique Total Gabon et
Responsable des Urgences du Cross**

“ Une course ça se prépare ! “

Economie Gabon + : Quel bilan faites-vous sur le plan des urgences pour le cross OZOURI

Paul Origo Ngambadu : Dans cette édition il

n’y a pas de cas sérieux, juste des fatigues dues au manque de préparation, essentiellement des crampes. Pour éviter ce genre de désagréments, il faut un minimum de préparation.

PHILIPPE CHANDEZON BATISSEUR DE « LA RESIDENCE EQUATEUR » DANS LE QUARTIER DE LOUIS A LIBREVILLE

« Ma passion, c'est de redonner aux vieilles bâtisses leur lustre d'antan »

Tout juste sorti de l'ESTP, Ecole Spéciale des Travaux Publics à Paris (EY-ROLLES), Philippe CHANDEZON a commencé sa carrière africaine en 1972 en tant que V.S.N. (Volontaire du Service National) en Haute Volta devenue aujourd'hui le Burkina Faso. Il y a ensuite démarré fin 1974 l'entreprise Oumarou KANAZOE qui est devenue la plus grosse entreprise de Travaux Publics du pays et y a vécu jusqu'en 1979. Il s'est ensuite installé à Abidjan



EG+ : Parlez-nous de votre dernière réalisation, vous êtes-vous appuyé sur le plan initial... sur l'existant ?

P. C : Dès le début nous avons vu que la structure et les fondations étaient bonnes. Nous avons ensuite procédé à différentes expertises et sondages, et l'on s'est vite aperçu qu'elles pouvaient supporter un étage supplémentaire. J'ai donc acheté l'immeuble dont je n'ai conservé que la dalle du rez-de-chaussée sur laquelle j'ai construit 2 niveaux supplémentaires dont le second avec des mezzanines. L'immeuble peut donc être considéré comme neuf à 75%. On est bien sûr parti sur des plans fait par le Cabinet A+aD de Monsieur Francis MEYER. Le terrain était en décret d'attribution définitive et il a fallu plus de neuf mois pour obtenir la Réquisition d'immatriculation

et sondages, et l'on s'est vite aperçu qu'elles pouvaient supporter un étage supplémentaire. J'ai donc acheté l'immeuble dont je n'ai conservé que la dalle du rez-de-chaussée sur laquelle j'ai construit 2 niveaux supplémentaires dont le second avec des mezzanines. L'immeuble peut donc être considéré comme neuf à 75%. On est bien sûr parti sur des plans fait par le Cabinet A+aD de Monsieur Francis MEYER. Le terrain était en décret d'attribution définitive et il a fallu plus de neuf mois pour obtenir la Réquisition d'immatriculation

tantes l'aspect qu'elles auraient pu avoir ou qu'elles auraient du avoir à une certaine époque et garder au final un style que j'appellerai « gabonais » me procure une grande satisfaction.

EG+ : On constate que le bâtiment de BICP et ce bâtiment ont le même style... c'est une signature ?

P.C. : Tout à fait : J'étais très ami avec le regretté Pierre Marie NDONG qui était originaire de Donguila et j'ai été marqué effectivement par l'architecture des maisons en bois de ce village, particulièrement par celle située à coté de l'église. Malheureusement, c'est mon rêve, mais il est encore très difficile de réaliser des maisons en bois au Gabon. C'est pourquoi je réalise des constructions en béton en y incrustant le maximum de bois.

EG+ : On voit à côté de votre immeuble une résidence hôtelière qui s'apparente un peu à l'esthétique que vous posez avec ces toits et ces tuiles...

P. C : L'idée est de revenir au style des maisons traditionnelles africaines. J'ai connu l'Afrique à

en Côte d'Ivoire où il a fait de la promotion et de la vente immobilière pendant 4 ans. Depuis 30 ans (1984), il réside à Libreville au Gabon, où il a créé BICP, dont il est le Directeur. Philippe CHANDEZON est spécialisé dans la vente immobilière et le conseil et travaille depuis plus de 22 ans dans la promotion immobilière, principalement sur la zone d'Angondjé où il a réalisé deux lotissements « les Hauts et les Bas d'Angondjé ».

vement de créer des appartements en duplex avec un escalier à l'intérieur qui permet de créer de jolis volumes et d'aménager des chambres à l'étage.

De l'habitat gabonais, et de l'utilisation du matériau local

Je crois que ce qui manque avant tout c'est une industrialisation de filière bois qui commence à se faire depuis quelques années puisque depuis 2009 l'Etat a interdit l'exportation de billes de bois brut. Il y a donc une transformation qui se fait sur place mais le produit transformé est souvent destiné à l'export et il est de plus en plus difficile sur place d'obtenir du bois. Je travaille essentiellement avec du Padouk en extérieur et tous les menuisiers avec lesquels je collabore me font part de leurs soucis pour obtenir du bois et de leurs inquiétudes face à l'augmentation des prix. En décoration extérieure, le Padouk représente moins de 10% de la construction mais si l'on voulait faire des maisons en bois c'est serait 100% et là ce serait très difficile et ça reviendrait très cher. Il faut donc que cette industrialisation s'accélère de manière à faire baisser les coûts de revient et on arrivera un jour à faire des maisons en bois comme aux Etats Unis,

EG+ : Quel est le coût de l'architecte sur le projet global de construction d'une maison ?

P. C : C'est en général entre 8 à 12 % du montant des travaux mais tout dépend si l'architecte s'occupe du suivi les travaux. Certains architectes acceptent de travailler au Forfait.

Ce coût qui peut paraître élevé à certains se révèle souvent être finalement une économie car ils permettent d'avoir des plans cohérents, gages d'une construction réalisée dans les règles de l'art. Rien que l'économie réalisée sur les surfaces perdues ou mal utilisées compense souvent le prix payé.

EG+ : Le plus bel endroit ou belle bâtisse de Libreville que vous aimez ?

P. C : C'était une villa située à Glass. Ce n'était certainement pas la plus belle mais c'était pour moi la plus typique. Elle me rappelait les anciennes maisons qui malheureusement ont disparues. Il doit en rester 4 ou 5... et elles sont cachées. Elle était située sur la route de Michèle Marine sur la gauche sur un terrain non clôturé. Je l'ai vu mourir petit à petit depuis 30 ans, il ne reste plus

Résidence Equateur dans le quartier de " Louis " à Libreville : C'est un projet de réhabilitation d'un vieil immeuble R+1, acquis dans un état très dégradé. Le terrain n'avait pas de titre foncier au départ malgré l'immeuble datant de 30 ans, il a fallu de longues démarches pour l'obtenir.



Maison de Donguila



Immeuble d'origine



Projet coté mer



Résultat final

culatation permettant de l'acquérir dans des conditions de sécurité acceptables chez le Notaire. Les travaux ont alors pu commencer, mais il a fallu presque un an supplémentaire pour obtenir le Titre Foncier permettant d'accéder à un crédit immobilier auprès d'une banque. Autre difficulté: Le permis de construire. Pendant 6 mois le Ministère de l'Habitat étant fermé nous n'avons pas pu l'obtenir et il a fallu attendre une remise en route de la commission de permis de construire ce qui nous a perdu encore 6 mois sur le projet.

EG+ : Vous êtes respecté dans le BTP parce que c'est votre métier, et l'on sent également chez vous une véritable passion. Et même si ce bâtiment à une valeur économique dont vous attendez des retombées, quel sentiment avez-vous quand vous réalisez ce genre d'œuvre ?

P.C. : Ce que j'aime c'est construire et créer en général, mais le fait de réhabiliter des bâtiments anciens, c'est-à-dire redonner à des maisons exis-

une époque où les climatiseurs étaient encore un luxe et où pourtant les maisons étaient très agréables à vivre grâce à quelques principes fondamentaux : Il faut des grands débords de toiture de manière à ce que le soleil ne réchauffe pas les murs dans la journée et que la pluie ne dégrade pas les peintures extérieures. Des toits à forte pente de manière à éviter les fuites et les infiltrations lors des fortes pluies. De bonnes hauteurs sous plafond pour faciliter la circulation de l'air. La maison est ainsi plus facile à entretenir et on a une ventilation naturelle ce qui permet de terme d'économiser sur l'entretien et la climatisation.

EG+ : Au niveau technique comme vous venez de présenter est-ce que vous pouvez continuer en détaillant palier par palier...là sur le toit on voit en haut des pignons qui sont ouverts est-ce que ce sont des espaces utilisables ou c'est sous plafond ?

P. C : La grande pente de toiture permet effecti-

très confortables et qui ont beaucoup d'avantage par rapport aux maisons traditionnelles .

EG+ : Vos bâtiments ont toujours les mêmes couleurs, pourquoi ?

P. C : J'utilise le plus souvent des toitures vertes qui s'intègrent parfaitement dans la végétation, du padouk que je lasure en foncé et des murs blancs qui font ressortir les parties en bois. Pour la Résidence Equateur je suis parti dans les teintes ocres pour que cela soit moins salissant avec du padouk traité dans sa teinte naturelle pour s'harmoniser avec la menuiserie aluminium en imitation bois. Tous les bâtiments par contre demandent un entretien permanent et il est clair qu'on ne peut pas laisser les bâtiments vivre tout seul. Au Gabon le climat est rude, il y a une alternance permanente de pluie et de soleil qui fatigue les bâtiments d'où l'intérêt encore d'avoir des grands débords de toitures pour limiter les attaques naturelles. L'immeuble BICP qui a plus de 12 ans n'a subi qu'un ravalement

qu'une ruine, des morceaux de murs et un toit effondré. J'avais à l'époque approché un responsable du quartier pour lui proposer de créer une association pour rénover cette maison mais mon initiative n'avait pas semblé l'intéresser

EG+ : Vous pensez lancer un appel pour créer une association de rénovation de quelques vieilles maisons qui restent, le patrimoine ?

P. C : Oui, parce que le jour où le tourisme se développera on cherchera désespérément des sites typiques à faire visiter comme il en existe dans la plupart des capitales. En rénovant de vieilles maisons dans chaque quartier de Libreville, on peut faire des mini-musées à moindre coût, permettant de faire revivre l'évolution de la capitale du Gabon. C'est possible au niveau de toutes les communautés qui ont encore de belles bâtisses qui tiennent debout.

La Rédaction

MOUSSA BARRO

Portrait d'un entrepreneur prudent mais efficace.

Ses amis disent de lui, qu'il a belle allure, et qu'il dégage prudence et sobriété. Et comme tous les techniciens de Port Gentil, il a remis le costume et la cravate. A la tête de trois entreprises, Nouvelle Boiserie de l'Ogooué la première, Tecno-pole, société de maintenance industrielle et Navale, et Sogabel, entreprise de bobinage et d'électricité.

Il ne faut pas perdre de vue qu'à l'origine, Moussa Barro est un authentique polytechnicien, un ingénieur en électromécanique pur produit de l'ESP, Ecole Supérieure Polytechnique ex ENSUT de Dakar.

Lorsqu'il se lance, il va commencer par créer d'abord un cyber café qu'il gère avec son épouse, ensuite, en passionné de bois et grâce à un concours de circonstance, il réussit à acheter

des machines, en Italie presque à vil prix pour la création d'une menuiserie, la Nouvelle Boiserie de l'Ogooué, Tecno-pole. Aujourd'hui, les grandes entreprises comme la Société de Raffinage Gabonaise (SOGARA) sont ses clients. La société y assure l'entretien du groupe électrogène. Quant à la SOGABEL, elle a été rachetée à des français qui avaient décidé de rentrer définitivement.

Son parcours atypique, parle pour lui.

Ayant résidé longtemps près d'un aéroport, c'est à l'âge de 10 ans, qu'il s'est convaincu de devenir pilote d'avion. Auprès de son instituteur, il trouve toutes les informations relatives aux types d'études, pour faire de son rêve, une réalité.

Après de brillantes études, il obtient son bac technique, et s'envole pour Dakar pour ses études supérieures. En 1990 il est auréolé du diplôme d'ingénieur en électromécanique. Mais poursuivi par son rêve tenace, il tente sa chance en participant au concours des futurs pilotes, organisé à Dakar, par la compagnie Air Afrique. Ainsi, sur Plus de 1500 postulants, Il est sélectionné avec 8 autres candidats, tous invités à poursuivre la sélection à Paris. Finalement, recalé à l'examen médical de rigueur, pour déficit dans la vue, plus précisément, dans la reconnaissance des nuances de ton et de couleurs. Annonce qui tombe comme un couperet ruinant tous ses espoirs. Donc retour à la case départ, à Dakar, où il sera coopté par plusieurs sociétés avant d'atterrir à Satram Gabon. Fort de sa belle



expérience chez Satram au sein duquel, il précise : " j'étais bien traité humainement et pécutiairement ; j'ai quitté Satram mais j'en garde de beaux souvenirs et de grands amis ".

Moussa Barro qui a 48 ans, est marié et père de 2 enfants. Son Sport favori est le Karaté qu'il pratique depuis des années. En bon "ceinture noire de karaté" il aime à cultiver un art de vivre dont il est jaloux ; ce qui lui permet très certainement de tenir la bonne conduite dans les autres aspects de sa vie.



Au service des professionnels



Distribution de fournitures industrielles et gestion de projets magasin et centrale d'achat.



Pneumatiques, Outillage domestique et professionnel, Matériel de garage, Peinture auto et bâtiment, Matériel électrique, Matériel de soudage, Pièces détachées auto & poids-lourds, EPI, Centrale d'achat.



NOS DOMAINES D'ACTIVITÉ

Depuis 1989, Matforce propose les meilleures références pour tous les besoins des professionnels, industriels et particuliers. Avec une gamme complète de produits de mécanique, d'outillage, d'électricité, de soudage, de bricolage, Matforce est à ce jour une référence incontournable dans la fourniture de matériel professionnel au Gabon.



NOS POINTS FORTS

- une gamme variée de produits de qualité et un stock régulièrement renouvelé
- un accompagnement en termes de conseils et de service après-vente
- une écoute attentive et une réponse rapide aux besoins spécifiques des professionnels.



NOTRE CENTRALE D'ACHAT

Du simple achat à la gestion des approvisionnements et la prise en charge logistique, notre expertise dans le domaine des achats professionnels et industriels est large et complète.

Notre savoir-faire nous permet de trouver des réponses spécifiques aux besoins de chacun de nos clients. Notre stratégie est basée sur la maîtrise des coûts, la qualité de nos partenaires et le respect de nos engagements, qui reposent sur nos valeurs :

- La qualité des produits et la compétitivité de nos offres
- La réactivité et le respect des délais et des normes de qualité
- La gestion des réclamations
- La capacité d'innovation et l'assistance technique.

Centrale d'Achat et de Gestion des approvisionnements
Contacts : (+241) 07 70 39 40 • supply@cotega-matforce.com



Libreville • Port-Gentil • Moanda

www.cotega-matforce.com

Z.I. Oloumi - B.P. 20362 Libreville • E-mail : info@cotega-matforce.com
Tél : +241 01 76 19 84 / +241 01 76 22 87 • Fax : +241 01 77 25 83

ENTRETIEN AVEC THIERRY OKENGUE ROVARIA

L'Ordre Gabonais des Architectes recèle d'immenses potentialités

L'Ordre Gabonais des Architectes est né de la volonté des autorités gabonaises qui l'ont créé à travers deux décrets du ministère des travaux publics en 1976. Il est composé de 150 membres affiliés mais seul, une soixantaine l'anime et le font vivre ; avec des réunions hebdomadaires au siège, au cours desquelles sont débattus plusieurs sujets dont la situation des architectes gabonais.

De long en large avec Ange Thierry OKENGUE ROVARIA, président de l'ordre gabonais des architectes

Quelle est le type d'architecture gabonaise que l'on peut mettre en avant en Afrique Centrale ?

Ange Thierry OKENGUE ROVARIA : L'héritage architectural du Gabon peut être vu sous de différents angles :

L'architecture coloniale, pour lequel, nous n'avons pas fait un travail de conservation notamment sur les anciennes bâtisses de l'époque coloniale. Pour ce style, on peut évoquer les grandes terrasses, et les hauteurs sous plafond pour palier aux problèmes d'humidité. Cette typologie de maisons est plus répandue à l'intérieur du pays mais à Libreville presque tous les vestiges coloniaux qui sont un patrimoine ont été rasés.

Il y a un second angle à travers lequel on doit voir l'architecture gabonaise, c'est à travers les différentes localités, les régions. Les populations qu'elles soient dans une localité où il y a peu de latérite mais beaucoup de bois, feront leur maison en bois. C'est ainsi que beaucoup de maisons anciennes à Port-Gentil sont faites en bois. L'on retrouve beaucoup cela à Lambaréné également. Selon qu'on se déplace d'une région à une autre il y a des variantes. Dans le Woleu-Ntem on retrouve des maisons faites de briques de terre. C'est tout cela qui constitue l'architecture traditionnelle du Gabon. Aujourd'hui, il est difficile de la définir l'architecture moderne gabonaise. Cependant, on observe que, la plupart des gabonais construisent en briques de ciment. Des constructions qui ne sont pas faites dans les normes et le respect des règles de l'art. Et ce qui est regrettable c'est qu'il y a d'autres matériaux abondants au Gabon mais délaissés, tel le bois.

Quel est l'état des lieux du secteur ... y-a-t-il une collaboration inter professionnelle ?

PDT OGA : En fin d'année 2013 l'OGA avait tenu une rencontre avec les banquiers, les assureurs, les ingénieurs, les responsables des grandes majors de

BTP comme Socoba, Soco BTP, les bureaux de contrôles tels, VERITAS, Apave, pour mettre ces dernières devant leur responsabilité. Pour l'assureur, par exemple, il ne faut pas que ce dernier assure en principe une maison qui n'a pas été construite par un architecte ou tout au moins dont le plan n'a pas été validé par lui. C'est le principe de tout dossier de construction car tout bâti doit être signé par un architecte. Ce n'est pas souvent le cas sur le terrain. Lors de cette rencontre tous les acteurs ont, sous la direction de l'OGA, fait un état des lieux du secteur, et relever qu'il est regrettable de voir que beaucoup d'acteurs n'ont aucune assise quant à la maîtrise de ce qu'ils font. Voir des distributeurs de matériels électriques qui n'ont aucune notion de l'électricité ; et les exemples sont malheureusement légions. Le constat est amer, au regard du manque de rigueur des acteurs. C'est tombé dans la normalité, parce qu'il n'y a pas suffisamment de contrôle.

Tout le Gabon est en chantier, mais où est la contribution de l'OGA dans tous les chantiers publics ?

PDT OGA : L'Ordre Gabonais des Architectes a été reçu en audience par le Chef de l'Etat du Gabon, en Novembre 2013. Il fallait faire une présentation de la situation au Président de la République. Il ne s'agissait pas de faire des doléances au Chef de l'Etat, car l'Oga ne s'inscrit pas dans un registre de mendicité. C'était pour qu'il y ait une Structure organisée qui regroupe et régit en principe tous les architectes du Gabon. L'Oga regorge d'immenses talents et la seule aspiration, c'est, être mis à l'épreuve, s'exprimer dans des projets publics de grande envergure car, l'architecte doit être associé à l'évolution de l'espace urbain. Et il serait dommage de terminer les grands travaux sans l'apport d'architectes gabonais qui sont les seuls à même de faire ressortir ce qui fait la spécificité gabonaise,

l'architecture gabonaise, en somme.

Le constat qui revient dans le domaine du BTP, c'est une carence institutionnelle. Il est grave de constater que beaucoup de projets de construction sont faits sans l'apposition d'une validation d'un architecte. De nombreux grands bâtiments, sont construits sans validation d'un bureau d'architectes ce qui n'est pas normal. L'OGA propose un transfert de compétence moral des autorités vers lui. Qu'il y ait dans la mesure du possible (comme cela est fait en justice pour ceux qui n'ont pas de moyens d'avoir un architecte commis d'office dès lors qu'un projet de construction est entamé et que ses promoteurs n'ont pas les moyens de se payer un architecte. Pour arriver à ce stade, il faut un travail de fond, pour que l'on se rende compte de la nécessité d'avoir, lorsqu'on mène un projet de construction, un architecte à ses côtés. C'est essentiel et l'on s'en rend compte lorsqu'on fait l'analyse de toutes nos villes en termes de construction qui bien des fois enlaidit plus qu'il arrange le paysage urbain. Un changement de mentalité est donc nécessaire. Il ne suffit pas de déplacer les populations pour reconstruire mais il faut aussi que celles-ci soient sensibilisées sinon elles iront reproduire le même schéma de construction.

Parlez-nous de logements sociaux

PDT OGA : Parlons-en... car lorsqu'on en parle, il faut poser UNE question : Est-ce que un fonctionnaire peut y accéder ?... L'architecture d'une ville répond à un certain nombre d'exigences. Elle englobe dans son analyse le réseau électrique, téléphonique, l'adduction d'eau, la socialisation en prenant en compte l'espace de vie commun. L'architecte ne s'occupe pas seulement de la construction mais de tous les facteurs qui doivent être associés pour la construction d'une ville. Il réfléchit également sur le revenu par famille, le nombre de personnes dans les ménages. En ayant considéré ces aspects, il doit



porter ensuite son étude, sur le matériau le moins cher, le plus durable et qui soit le plus répandu possible dans le pays.

De nos jours, est-il possible de construire des maisons de 2 à 3 chambres à moins de 12 millions de francs CFA au Gabon ?

PDT OGA : « il suffit dit-il de savoir quel matériau utiliser. La brique de ciment n'est pas toujours la solution la plus adaptée dans notre contexte où nous avons beaucoup de bois. Nous pouvons également utiliser les briques de terres stabilisées. Ces briques ne sont pas cuites mais comprimées pour former un bloc. C'est moins coûteux, plus respectueux de l'environnement ; les structures finies offrent d'excellentes propriétés thermiques, avec de la fraîcheur quand il fait chaud et de la chaleur quand il fait froid, mais ce système n'est pourtant pas utilisé au Gabon. Et des exemples il y en a... regardez l'Afrique du Sud ».

Sur les relations avec les homologues architectes... et sur la représentativité de l'OGA à l'international

PDT OGA Membre de l'union des architectes africains et de l'Union International des architectes, l'OGA participe à environ deux rencontres annuelles. L'OGA ne reçoit aucune subvention de l'Etat, et ne vit que grâce aux cotisations de ses membres. D'excellentes relations ont été tissées avec les homologues de la côte d'Ivoire, les architectes de Côte d'Ivoire sont très écoutés par leurs autorités qui leur ont confié l'étude d'une partie des bidonvilles d'Abidjan, un projet qui a pour finalité de résorber les problèmes d'accessibilité auxquelles les populations de ces bidonvilles sont confrontées. Un pilote qui servira si l'expérience est un succès. C'est véritablement un modèle de collaboration étroite avec la tutelle ; un calque pour lequel ils se disent prêts à dupliquer au Gabon.

La rédaction

S.O.M.

SELLERIE DE L'OGOOUÉ MARITIME

Sellerie

Confection et réparation de bâches
Sellerie auto et bateau
Fabrication et rénovation de salons
Location tente et bâches
Réparation voiles et stores

Hygiène

Dératisation
Désinfection
Démoustication

Nettoyage

Industriels et particuliers

Tapisserie

Confection et réfection de salon, coussins et rideaux



BP. 271 Port Gentil Gabon / Tél : +241 01 55 06 12 / Cell: +241 07 85 90 58 / +241 05 13 74 74 / Email: som.action@yahoo.fr

COOPÉRATION SUD-SUD - GABON / CÔTE D'IVOIRE

BNETD : Une expertise africaine avérée

Le Bureau National d'Etudes techniques et du Développement - BNETD est né lors de la mise en œuvre de programme de développement de la Côte d'Ivoire, a nécessité, la création de la Direction de Contrôle des Grands Travaux (DCGTX), le BNETD le Bureau National d'Etudes techniques et du

Développement est devenu par la suite un outil indispensable, élargissant ses missions et champs d'activités. Aujourd'hui, le BNETD réalise des études, et contrôle des projets d'intérêts publics, en vue de maîtriser les coûts, la qualité et les délais.



Pour rappel, le BNETD a réalisé l'étude et la maîtrise d'œuvre de nombreux ouvrages et édifices publics, dont, plus de 4000 Km du réseau routier ivoirien bitumé et la Basilique Notre Dame de la Paix de Yamoussoukro. C'est fort de cette expérience que le BNETD s'est engagé à développer un cadre d'un partage et d'expériences et des relations d'affaires et de coopération sud-sud. C'est ainsi, qu'il a collaboré avec de nombreux pays d'Afrique notamment le Bénin, le Burkina Faso Le Cameroun, la Centrafrique, le Congo, le Gabon, la Guinée Conakry, la Guinée Equatoriale, le Liberia, la Mauritanie, la RDC, le Sénégal et le Togo, entre autres.

A ce jour, le BNETD compte quatre agences implantées en Afrique dont une au Gabon.

Les missions de la BNETD Gabon, sont la maîtrise des coûts, la maîtrise des délais, l'assurance de la qualité. C'est à ce titre que BNETD Gabon réalise les études concernant les travaux de réhabilitation des voiries d'Owendo, de Mekambo. Il faut souligner que ces travaux sont financés par le FR (Fonds Routier). L'agence a également en

charge l'étude de la construction de la route Loubomo-Mougagara, longue de 43 Km environ pour le désenclavement de la localité Gamba. Le financement de cette route est assuré par Shell Gabon ; travaux qui s'opèrent dans le cadre du PID/PIH dont la coordination a été confiée l'agence de coopération allemande la GIZ.

Sur le terrain, il s'agit de faire un constat général, c'est une démarche qui permet une amélioration conséquente des process. Ce qui retarde souvent les travaux, et leur avancement, c'est un manque du minimum nécessaire quant à leur réalisation. Car certains doivent souvent recourir à des locations coutent extrêmement cher. Et lorsque les contrats de location, ont été mal ficelés, ce qui n'est pas un avantage pour les PME, considérant que les sociétés, souvent à l'arrêt par mauvais temps, sont obligées de payer les sommes dues. Ce type de cas atteste de ce qu'il y a des difficultés dans le quotidien des PME. L'autre problème à la source des retards des chantiers, c'est le règlement, peu fréquents, qui sont à l'origine de la crise dans le secteur.



La formation, une nécessité pour constituer un vivier de compétences locales

La difficulté pour un bureau d'étude est d'avoir des ingénieurs qui manquent d'expérience, car c'est l'un des critères d'exigibilité pour ceux qui lancent des appels d'offre. La plupart des ingénieurs gabonais expérimentés

sont dans les grandes sociétés pétrolières. Cela n'empêche que les équipes jeunes sont encadrées par des seniors, pour la plupart ivoiriens. L'objectif à terme, étant d'avoir des équipes efficaces au sein de la succursale gabonaise.

La rédaction

- PEINTURE ET REVÊTEMENTS
- MENUISERIE BOIS
- MENUISERIE ALUMINIUM
- MIROITERIE
- VITRERIE
- CHARPENTE MÉTALLIQUE
- COUVERTURE
- SERRURERIE

ANGT

GABON MINING LOGISTIQUE

DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES (DGE)

LE NARVAL

L'Art du savoir faire !

Bd Jean Rémy Issembé - BP. 13 917
Tél : +241 01 76 49 32
E-mail : cgprtbv1@yahoo.fr
Libreville - GABON

CHU FONDATION JEANNE EBORI

CHU Libreville

CHU Libreville

CHU Libreville

Etudes et réalisations clefs en main de projets hospitaliers

VAMED Engineering GmbH & Co KG – VAMED Health Project Cz
Succursale Gabon - Libreville, Centre ville, rue Anguiley Mathurin, BP.832

Gestion hospitalière

VAMED Management & Service GmbH Succursale Gabon
Libreville, Immeuble Panoramique, 4^{ème} étage, BP 3991

BTP EQUIPEMENTS

TRUCKS & TRAILERS / CFAO MOTORS & RENAULT TRUCKS: ACTEURS DES CHANTIERIS DU GABON DE DEMAIN.

Le BTP est le principal secteur contribuant à développer l'activité Trucks au Gabon.

Depuis quelques années, le secteur a pris une toute autre dimension, au Gabon avec les pétroliers et le transport terrestre, générant une demande grandissante en camion grâce à une activité intense et en plein boom. A l'inverse, le secteur forestier, autrefois très actif et fortement demandeur en camions, a vu sa croissance ralentir pour se restructurer vers la vente de produits finis et semi-finis. La plupart des acquisitions de ce secteur entrent dans le cadre d'un renouvellement du parc existant.

Dans le cadre de ce spécial BTP, nous avons choisi de nous entretenir avec l'équipementier CFAO Motors, acteur connu et reconnu pour la robustesse et la fiabilité de ses équipements.

Economie Gabon + : Vous êtes très présent dans le secteur du BTP en Afrique. Y-a-t-il un Modus operandi qui explique la réussite de la filiale CFAO Motors au Gabon ?

CFAO Motors : Nous avons noué des partenariats privilégiés avec les plus grands constructeurs mondiaux à même de nous offrir des produits et services à la pointe de l'innovation et de la technique. Nous sélectionnons nos partenaires pour leur engagement à fournir des matériels robustes et fiables tout en veillant à la qualité de leur

service après vente. Au-delà d'une expertise avérée, nos équipes commerciales sont fortement impliquées, offrant à nos clients un réel support de choix doublé de conseil. C'est ce qui nous permet de répondre à une demande variée, de proposer des équipements reconnus pour leur qualité et leur robustesse, mais aussi et surtout, de pratiquer des prix très intéressants tout en faisant bénéficier à nos clients de la garantie des constructeurs.

EG+ : Au Gabon, quelle est aujourd'hui, l'offre dédiée de CFAO Motors ?

CFAO Motors : Nous possédons une gamme élargie de camions, capable de répondre aux multiples besoins ainsi qu'aux nombreuses exigences de cette activité. Cela passe par une offre de Poids Lourds premium avec la marque RENAULT TRUCKS qui se décline aussi bien en Tracteur qu'en Porteur gros tonnage. Nous représentons également la marque FUSO au Gabon, une marque de petits porteurs allant de 3,5 à 15 tonnes de PTAC (Poids Total Admissible en Charge), reconnue à travers le monde pour son extrême robustesse et sa fiabilité, mais également complémentaire à la gamme RENAULT TRUCKS. Notre avantage sur ces deux marques : une excellente disponibilité de pièces détachées, et un service après vente de qualité. Parallèlement, nous avons enrichi cette offre de camions premium avec une gamme d'engins de manutention de la marque TOYOTA FORKLIFT. Cette marque de chariots élévateurs premium a la particularité d'être reconnue comme étant particulièrement fiable, robuste, et très maniable. TOYOTA nous propose des chariots électriques, diesel ou au gaz, pouvant soulever des charges allant jusqu'à 8 tonnes.

En résumé, nous avons une offre très variée capable de répondre aux exigences multiples de notre clientèle.

EG+ : Et vos atouts en termes de service après vente ?

CFAO Motors : Notre Service Après-vente est en mesure d'accompagner nos clients dans le suivi quotidien des camions. Nous avons deux bases sur Libreville et Port-Gentil. Le camion étant un outil de travail, les durées d'immobilisation peuvent représenter des pertes financières considérables. Ainsi, nous disposons d'un Atelier entièrement équipé et performant pour traiter le plus rapidement possible toute demande d'intervention. Nous sommes à même d'intervenir sur site, partout à travers le Gabon, et ce, grâce à la mobilité de nos équipes. Et dans l'optique de réduire le temps et le coût d'une intervention, nous travaillons avec nos partenaires sur des forfaits et contrats d'entretien afin d'optimiser la prise en charge du matériel en cas de problème technique, pour réduire les coûts liés à l'entretien du matériel roulant.

La rédaction

CONSTRUCTION /CHANTIER NAVAL

“ TECNOPOL ” LA SIGNATURE “ MADE IN GABON ” SUR LE BAC DE LA NGOUNIÉ

Tecnopol une entreprise gabonaise installée à Port-Gentil a construit le bac qui navigue en ce moment sur la rivière de la Ngounier.



Mis à flot par la minière de Maboubine ce bac d'une capacité de 100 tonnes sur la rivière Ngounié en vue d'assurer la traversée des engins sur son site de production du Niobium non loin de Lambaréné (centre), accessible que par bateau.

Ce nouveau bac flambant neuf mesure 40,5 m de long sur 10 m de large. D'une capacité de 100 tonnes (deux semi-remorques + 4 véhicules 4x4 et 30 passagers), il a un tirant d'eau d'un mètre environ et présente la particularité d'être amphidrome (il se déplace en avant et en arrière de la même façon), il permet aussi l'accès des véhicules à ses deux extrémités.

Conçu au départ par la société française SOERNI, les travaux du bac, ont finalement été certifiés par le bureau VERITAS et le bureau d'étude APAVE ; ce dernier ayant attesté que les toutes les soudures, sont faites aux normes. Pour Tecnopol, c'est une première

couronnée de succès. Les travaux de construction ont été réalisés par une équipe de 12 employés de Tecnopol ; et ont duré 10 mois.

La rédaction



TECNOPOL[®] SARL
MAINTENANCE INDUSTRIELLE & NAVALE

Spécialiste pour tous travaux de maintenance et de réparation dans le domaine mécanique, électromécanique et hydraulique

Votre Partenaire Energie

Carrefour Forasol - BP. 2697 Port gentil Gabon
Tél : +241 05 81 16 36 / +241 07 55 08 29
Fax : +241 01 55 59 16 - Email : mbarro@tecnopol.net

Une large gamme de **camions adaptés** à vos besoins !



Photos non contractuelles

IAVAS MEDIA
GABON



Chez CFAO Motors Gabon, soyez certains de trouver le modèle adapté à vos besoins parmi nos marques Trucks :
Petits Porteurs avec FUSO et DONGFENG ou Poids Lourds avec RENAULT TRUCKS.

Notre gamme de camions saura vous accompagner en toute fiabilité dans vos activités professionnelles quotidiennes, et dans n'importe quelle situation grâce à leur capacité à concilier des dimensions compactes et une grande capacité de chargement.



FUSO DONGFENG



CFAO MOTORS GABON

cfaogroup.com

LIBREVILLE B.P. 2181 - ZI Oloumi - Tél. : (+241) 05 18 24 39 / 05 54 01 48
PORT-GENTIL B.P. 344 - Port-Gentil - Tél. : (+241) 01 55 21 41/47 - Fax : (+241) 01 55 23 49

cfaomotors-gabon.com

BRICORAMA

MEUBLES

- Meuble de bureau
- Salon
- Meuble de jardin
- Mobilier et Equipement de maison

- Luminaires
- Décoration
- Tapis & Revêtement mur/sol

NÉCESSAIRE NOURRISSONS ET BÉBÉS

LIBREVILLE : ZI Oloumi (face Toyota)
 Tél. : +241 01 74 77 65 / Fax : +241 01 74 75 08
 Email : larissajuje@hotmail.com



BRICORAMA

- Carrelage
- Electricité
- Plomberie
- Electroménager

- Sanitaire
- Luminaire
- Menuiserie
- Etanchéité
- Peinture

- Outillage et Machine BTP



LIBREVILLE : ZI Oloumi (face Mitsubishi)
 Tél : +241 01 74 77 65 / Fax : +241 01 74 75 08
 Email : hassankawtharany@hotmail.fr

PORT GENTIL : Boulevard Léon MBA
 Tél : +241 01 56 90 93 / Fax : +241 01 56 90 94
 Email : hasan_awada@hotmail.com



BTP AVEC DRAGAGES GABON SUR LA ROUTE DE NDJOLE-MEDOUMANE

PÉNAFORT MINTSA DIRECTEUR GÉNÉRAL : “ Nous évoluons, dans le BTP un secteur dynamique ”...

Dragages Gabon, filiale du groupe Bouygues, implantée depuis plus de 50 ans au Gabon, participe à de nombreux projets d’aménagement et de développement des transports à travers le pays. Dragages Gabon réalise en ce moment une opération importante sur la Route Nationale 1, l’aménagement du tronçon Ndjolé-Medoumane.

Il s’agit d’une route d’intégration sous régionale qui constitue la dernière phase de bitumage de l’axe Libreville-frontière du Cameroun. Cette voie, qui s’inscrit dans la volonté des autorités du pays de densifier un réseau routier qui, pour l’heure, ne compte que 10% de routes bitumées, est entièrement financée par l’Agence française de développement (AFD) pour ce qui est de la partie hors toutes taxes.

Opérant dans un secteur qui se situe au cœur du Plan Stratégique Gabon Emergent dont l’ambition est de faire du Gabon un pays émergent à l’horizon 2025, Dragages Gabon mobilise sept cent (700) collaborateurs sur ce

chantier dont une grande partie est recrutée dans les villages traversés favorisant ainsi des retombées économiques dans les villages. M. Mintsa, qui connaît bien ce secteur est conscient de la volonté des autorités de réaliser des ouvrage de la plus haute qualité, en particulier sur les critères d’intégration sociale et économique et de respect de l’environnement qui sont aussi au cœur de la stratégie du groupe Bouygues. Les entreprises doivent donc apporter un savoir-faire dans l’ingénierie financière et une expertise technique dans la réalisation de travaux de grande qualité. Il a notamment évoqué l’appel d’offre qui a été lancé par l’Agence Na-

tionale des Grands Travaux (ANTG) dans le cadre le l’élargissement de la route du Pk5 et du Pk12. Le donneur d’ordre y demandait aux entreprises soumissionnaires d’apporter des solutions de financement attractives. Concernant Dragages Gabon, M. Mintsa souligne que la société dispose de sa propre carrière qui fournit les matériaux concassés nécessaires à la construction de la chaussée et à la réalisation des bétons et qu’en ce qui concerne le bitume, elle se fournit auprès de la société TERMCOTANK.

Le BTP : Un secteur dynamique... dans lequel la formation fait défaut

Dans le secteur du BTP se pose cependant avec acuité le problème de la formation des femmes et des hommes de métier, surtout depuis la fermeture de l’école des travaux publics de Fougamou qui formait d’excellents techniciens. Dragages Gabon qui vient de si-

gner un partenariat avec l’Ecole Polytechnique de Masuku participe à la formation de jeunes ingénieurs dans le domaine des travaux publics. Il faut également souligner que Dragages Gabon, c’est plus de 6300 heures de formation en interne sur le chantier de Ndjolé-Medoumane.

Rappelons que Dragages Gabon, aujourd’hui, c’est près de 700 employés dont 85% de nationaux. Parmi eux, certains n’avaient pas de qualifications, aujourd’hui ils sont en apprentissage. Ces employés participent à l’économie locale et, in fine, au développeront économique du pays. Pour un chantier de 45 Km, Dragage Gabon possède deux ambulances, deux infirmiers et des urgentistes. Toutes choses qui participent de la notion de responsabilité sociétale des entreprises (RSE) et des valeurs de développement durable auxquelles on ne peut échapper.

Rédaction

TOUR D’HORIZON DES INFRASTRUCTURES

CHANTIERS / Lotissements

Nkok : **OPUS NOE** (travaux de terrassement, voiries, assainissement et installation des réseaux eau, électricité et téléphone). **47 ha**
Port-Gentil : **Dorade** (travaux de terrassements, voiries et assainissement). **80 ha**
Franceville : **Hippocampe** (travaux de terrassements, voiries d’assainissement). **63 ha**
Koula-Moutou : **de Mabika** (travaux de terrassements, voiries et assainissement). **8 ha**
Mouila : **Bavanga** (travaux de terrassements, voiries et assainissement). **8 ha**
Tchibanga : **Mavoundi** (travaux de terrassements, voiries, et assainissement). **8 ha**
Makokou : **Ebandangoye** (travaux de terrassements, voiries et assainissement). **8 ha**
Lambaréné : **Akama-Nkendze** (travaux de terrassements, voiries, assainissement). **8 ha**
Oyem : **Adzabilone** (travaux de terrassements, voiries et assainissement). **8 ha**
Moanda : **Oasis** (travaux de terrassements, voiries, et assainissement). **11 ha**
Ntoum : **site de Bikele** (travaux d’aménagement de déforestation et aménagement de plateformes, assainissement, latéritage des voies. **72 ha ...**
construction de villas neuves et réhabilitation.

CHANTIERS / Routes et ponts

Passage en 2x2 voies de la **Route Nationale 1 du PK12 à Ntoum** (2x28, 0 km) :
Route **Tchibanga-Mayumba** (106,0 km)
Pont Rail/Route sur la **lagune Banio** (528 ml)
Route **Mikouyi-Carrefour Leroy** (142,0 km)
Route **Akiéni-Onga** (1ère phase 60,0 km)
Route **Ndendé-Mouila** (71,25 km)
Réhabilitation de la Route Nationale 1 de **Ntoum à Nsile** (66,0 km)
Route **Ndendé-Tchibanga** (100, 0 km)
Route **Ovan-Makokou** (98.0 km)
Route **Port-gentil-Omboué** (93,0 km)
Pont Routier sur l’**Ogooué à Booué** (424 ml)
Route **Moanda-Bakoumba** du PK 15 au PK 45 (30,0 km)
Echangeurs de la **Voie Expresse** (5)
Elargissement de la route de **Glass** (1ère phase 1,2 km)



CHANTIERS / Réhabilitation des voiries des capitales départementales (sur 3 ans)

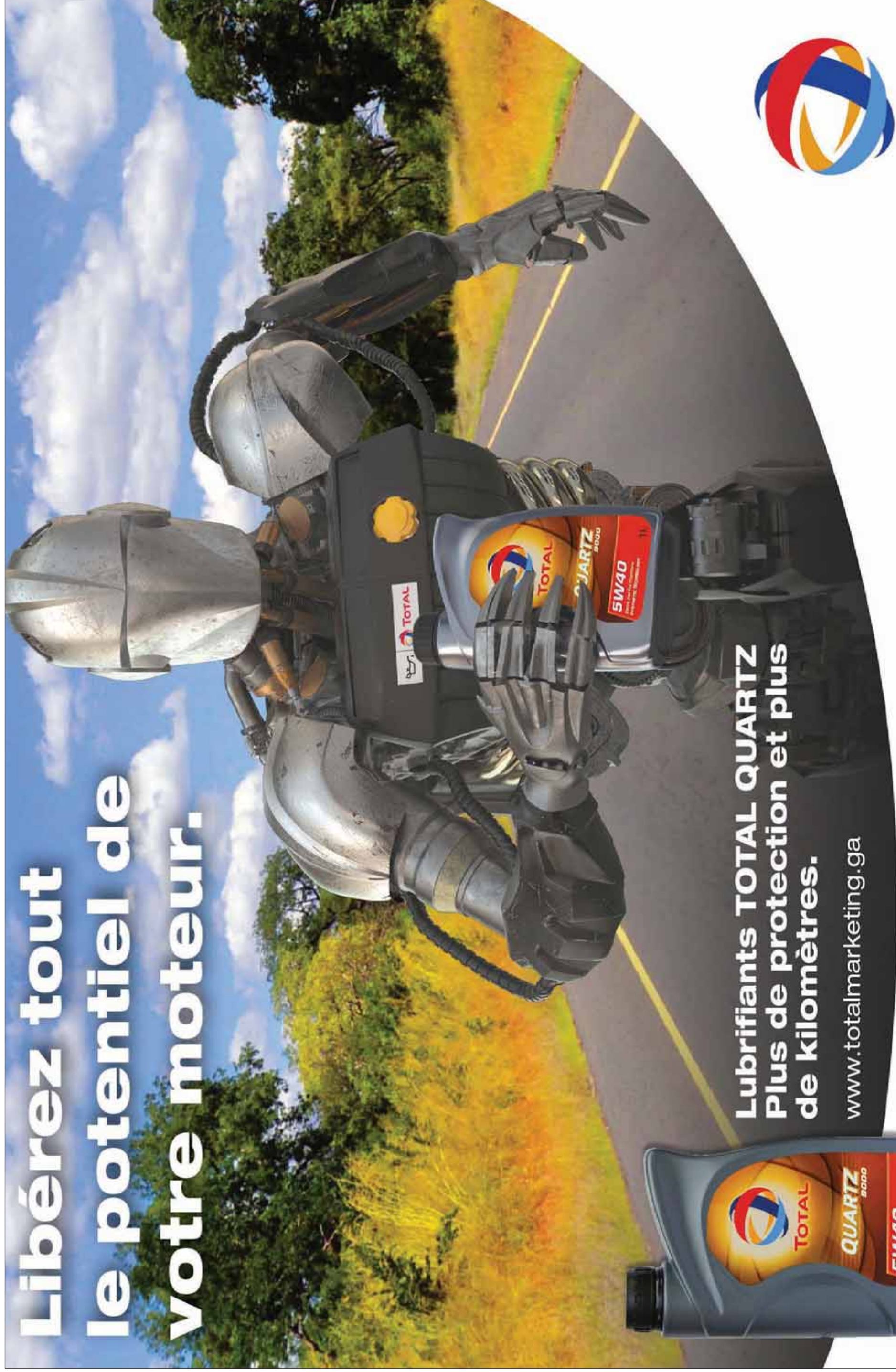
Lorsque la chaussée est fatiguée

Au fur et à mesure que les années passent, la route subit des dégradations. C’est dans le cadre de l’entretien routier, l’on engage l’entretien de la chaussée et ses accotements, à travers des opérations d’entretien allant du renouvellement de la couche d’usure, à son renforcement.

Voierie de **Mekambo** (linéaire initial 8,0 km)
Voierie d’**Akiénie** (10,0 km)
Voierie de **Ndendé** (10,0 km)
Voierie **Mandji** (6,0 km)
Voieries de **Léconi** (10,0 km)
Voieries de **Ngouoni** (7,0 km)
Voieries de **Medouneu** (8,0 km)
Voieries de **Mounana** (6,0 km)
Voieries de **Bakoumba** (8,0 km)
Voieries de **Bitam** (8,0 km)
Effondrement de talus de **Bitam**
Voieries de **Minvoul** (8,0 km)
Voieries de **Moabi** (6,0 km)
Voieries de **Mimongo** (6,0 km)
Voieries de **Mbigou** (6,0 km)
Route d’accès à la gare de **Lastourville** (5,0 km)



Libérez tout le potentiel de votre moteur.



**Lubrifiants TOTAL QUARTZ
Plus de protection et plus
de kilomètres.**

www.totalmarketing.ga



Le meilleur choix des lubrifiants **TOTAL**

PROJETS STRUCTURANTS : PID /PIH – TOTAL GABON

Le Gabon se dote d'un 2^{ème} aéroport international

A l'instar de grands aéroports, le nouvel aéroport international de Port-Gentil sera de classe C et agréé à l'IATA.

Avec environ 60 000 barils/jour, Total Gabon, premier producteur de pétrole au Gabon, est un partenaire fortement engagé dans le développement multisectoriel du pays. L'entreprise consacre chaque année, à travers la Provision pour Investissement Diversifié (PID) et la Provision pour Investissement dans les Hydrocarbures (PIH), un budget de plusieurs millions de dollars pour le financement de projets structurants dans des secteurs hors pétrole aussi variés que les infrastructures de base, l'éducation, la

santé ou encore l'environnement, en concertation avec les autorités gabonaises. C'est ainsi que Total Gabon a investi plus de 100 millions de dollars dans la construction de l'aéroport international de Port-Gentil, dont le terminal aura une capacité de plus d'un million de passagers.

Patrick OZIES, responsable des projets PID/PIH à Total Gabon, chargé du suivi de la construction de l'aéroport, et Bernard VIAUD, directeur des projets aéroportuaires et responsable à SETEC International, le bureau d'ingénierie et maître d'œuvre de la construction de l'aéroport International de Port-Gentil, ont répondu à nos questions.



Bernard VIAUD



Patrick OZIES

Economie Gabon+ : Parlez-nous de SETEC et du nouvel aéroport.

Bernard VIAUD : SETEC International est le responsable des études et des travaux. SETEC a commencé sur ce projet par des études de dimensionnement du terminal, a ensuite établi les études préalables avec les dossiers avant-projet et projet, puis a établi les dossiers de consultation des entreprises. Aujourd'hui après une ultime phase d'études d'exécution nous en sommes à réaliser les travaux du futur terminal. Ce qui est important à savoir, c'est que l'aéroport de Port-Gentil n'aura rien à envier aux autres aéroports internationaux.

Economie Gabon+ : Que dire du nouvel aéroport ?

Patrick Ozies : Le nouvel aéroport de Port Gentil aura au final, les mêmes accréditations que les aéroports internationaux à haut trafic. Une fois le dossier technique élaboré, nous le soumettons à validation aux autorités, dont le ministère du transport, entre autres tutelles. Ensuite nous rencontrons le comité de pilotage dès que les coûts sont connus. Et lorsqu'il y a des modifications, SETEC International en fait part aux membres du comité de direction ; c'est SETEC qui est le garant coût/délai / meilleure qualité de l'ouvrage. Le trafic aérien en Afrique est celui qui a la plus forte progression au monde.

Economie Gabon+ : SETEC International a été sélectionné sur appel d'offre et sur la base de son expertise. On peut avoir une idée de vos références ?

Bernard VIAUD : SETEC International est un bureau d'ingénierie de 3000 personnes, basé à Paris, mais on est implanté en France et un peu partout dans le monde. Il ne s'agit pas seulement d'études au niveau des aéroports, mais aussi au niveau des ports, des routes, de transports ferroviaires, ouvrages d'art et bâtiments. Notre bureau d'études a été créé en 1956 et demeure un groupe d'ingénierie totalement indépendant. Aujourd'hui, en terme aéroportuaire nous sommes en France et DOM-TOM, au Mozambique, au Sénégal, en Russie, en Egypte, au Burkina-Faso et on a plusieurs études

d'aéroports en cours. C'est la raison pour laquelle nous avons des ingénieurs spécialisés dans tous les domaines de l'aéroportuaire des études aux travaux, mais aussi de la maintenance à l'exploitation. Moi-même, j'ai été directeur des services techniques de l'aéroport de Strasbourg et auparavant le chef de service de l'ingénierie et des travaux extérieurs de l'aéroport de Nice. SETEC a une expertise à la fois de maîtrise d'œuvre et de conseil spécialiste, mais aussi d'exploitation et de maintenance. Dans les pays où nous sommes présents, nous y avons réalisé soit des études, soit des travaux. De par notre expérience, nous avons nos propres méthodologies et outils de travail, et utilisons par exemple la gestion électronique des documents (GED) dans nos phases de coordination des travaux entreprises.

Au niveau de SETEC, tout est conçu et réalisé, avec l'utilisation de l'outil informatique, pour nous permettre d'avoir au final un vrai dossier de recollement. Cela veut dire que tous les plans se superposent pour aboutir in fine au plan réel des installations. Nous utilisons également des outils informatiques de planification afin de respecter les délais et où chaque tâche est consignée, prise en compte, programmée. Au final nous aurons entre 5000 à 6000 tâches à exécuter jusqu'à la livraison du terminal. De même que pour mieux contrôler, optimiser et minimiser les coûts, il a été décidé avec le Maître d'ouvrage d'allotir l'opération ; avec une entreprise pour le gros œuvre, une pour le second œuvre, une pour la plomberie et la climatisation, une pour l'électricité, une pour le tri bagages et une pour le mobilier aéroportuaire tels que banques d'enregistrement, aubettes pour douaniers, sièges, chariots à bagages, etc.

E G+ : Et vous pensez qu'il n'y aura pas de décalage par rapport aux délais ?

Bernard VIAUD : L'objectif, c'est qu'il n'y en ait pas. Mais il peut y avoir des intempéries, des grèves, il peut y avoir des phénomènes que l'on ne maîtrise pas. Le rôle de ces outils, c'est de nous calculer tout le temps le chemin critique qui permet d'apprécier les ajustements à faire. S'il y a des dérapages, que ce soit au niveau de l'entreprise ou d'une autre nature, nous pouvons voir comment



réajuster et quel travail peut être initialisé avant pour pouvoir être dans les délais, sans coût additif.

E G+ : Quelle appréciation faites-vous de la technicité de la main-d'œuvre locale ?

Bernard Viaud : Aujourd'hui, nous travaillons autant avec les entreprises gabonaises qu'avec les entreprises étrangères, sachant que ces dernières font appel pour parties à des PME gabonaises pour notamment de la main-d'œuvre. Les deux se marient bien. Mais de façon générique, et c'est valable partout, il faut être derrière chaque projet, pour que les tâches soient bien exécutées, qu'elles se déroulent suivant le cahier des charges, selon les délais impartis et sans coûts additifs.

pour leur mise en place, l'entreprise fera très certainement appel à de la main-d'œuvre locale. Concernant le contrôle qualité du béton, il y a le Laboratoire des travaux publics gabonais (LBTPG) qui nous accompagne, dans toutes les étapes de contrôle.

E G+ : Au regard de toutes les qualités, l'aéroport de Port-Gentil pourrait-il supplanter celui de Libreville ?

Patrick Ozies : "Tout pays doit avoir un aéroport de détournement."

Partout dans le monde, il y a des villes qui abritent un ou plusieurs aéroports de type « international ». En Afrique, au Cameroun, il y a Yaoundé et Douala, au Congo, Brazza-



Patrick Ozies : Pour Total Gabon, à qualité égale, et à compétence équivalente, nous privilégions le marché local. Il y a également d'autres rigueurs, notamment dans le cadre de la construction d'un aéroport, ou obligation est faite aux entreprises étrangères, de ne pas utiliser 100% de main-d'œuvre étrangère (sans pourcentage prédéfini) ; et ce, quel que soit son niveau de technicité.

Les travaux ayant été segmentés par lot, certains lots comme celui des équipements de convoyage bagages et des machines de sûreté, ne sont pas produits au Gabon, mais

ville et Pointe Noire, etc. Doter Port-Gentil, la capitale économique, d'un aéroport international, permettra également de désengorger l'aéroport de Libreville. Car en cas de problème pour un vol international qui a Libreville pour destination, il faudra obligatoirement rediriger vers l'aéroport de Douala ou de Pointe noire. Donc doter Port-Gentil d'un aéroport c'est d'abord une volonté des autorités, et pour Total l'acteur majeur de la ville, c'est accompagner l'Etat, que de financer ce projet.

L'aéroport sera aux normes internationales,

PROJETS STRUCTURANTS : PID /PIH – TOTAL GABON



avec des possibilités d'extension sans modification de l'existant. Et quand un aéroport est aux normes internationales, il attire les compagnies. Cela veut dire qu'il n'y aura pas de problème de sûreté ou de sécurité.

Ce nouvel aéroport sera agréé à l'IATA, c'est l'instance qui déterminera si c'est un aéroport de catégorie C ou B, la classification, allant de A à E ; la catégorie A étant destinée aux aéroports hyper dimensionnés et de luxe, comme celui de Dubaï ou de Djedda en Arabie Saoudite, sans oublier qu'en Europe, très peu d'aéroport sont de cette classe.

POG, vise la catégorie C, comme pour Aéroport de Paris qui est en catégorie C. Ainsi, n'importe quel avion pourra faire 7 heures de vol en provenance de Port-Gentil pour relier le continent au reste du monde. L'on pourra tendre vers une connexion du monde pétrolier, par exemple : entre Port-Gentil et le Nigeria, entre Port-Gentil et l'Angola, et même avec toute la zone du Golfe de Guinée qui est

une importante zone pétrolière. Et c'est ainsi que l'on saura développer un tourisme d'affaire, ou créer des destinations touristiques vu le nombre de sites assez extraordinaires, proches de la région de Port-Gentil, comme le Parc de LOANGO et autres endroits magnifiques du sud. La ville deviendra naturellement une porte d'entrée du sud du Gabon. L'aéroport de Port Gentil connaît une restructuration qui s'opère sur deux phases. La première consistait à l'allongement de la piste d'atterrissage pour pouvoir accueillir de gros porteurs. Cette phase a été prise en charge par l'Etat gabonais. La phase 2 est prise en charge par Total Gabon. Il s'est agi de l'agrandissement de l'aéroport et de sa mise aux normes internationales pour pouvoir desservir le reste du monde. La construction du nouvel aéroport sur son site actuel a nécessité la réalisation d'un site provisoire qui fonctionne depuis un peu plus d'un an, car il fallait maintenir les liaisons aériennes actuelles.

Le terminal aura une capacité d'un million de passager. Capacité prenant en compte les dix années à venir, voire plus, en termes d'évolution du trafic aérien. C'est ainsi que le terminal provisoire pourrait servir (à posteriori) de bureaux. Concernant le fret, un terminal dédié sera construit, hors contrat Total/Etat. L'aéroport disposera d'un PARIF (Poste d'Accès Routier avec Inspection Filtrage)

pour recevoir tous les camions ou véhicules transportant les produits du fret, ou ceux voués à l'assistance des avions commerciaux (par exemple). Ils passeront par ce qui sera donc un poste de contrôle.

En attendant la fin des travaux de construction du terminal, il reste plusieurs étapes ; chacune étant soumise à plusieurs niveaux de validation préalable.





TOTAL GABON

UN PARTENAIRE DURABLE AU GABON

Premier producteur et investisseur privé au Gabon, Total Gabon présent depuis plus de 80 ans, travaille chaque jour au développement des ressources pétrolières du pays.

Le Gabon a de grandes ambitions sociétales et environnementales. Total Gabon s'engage à ses côtés en investissant notamment dans l'éducation, la recherche médicale et la protection de l'environnement.

@octopus



www.total-gabon.com

Résidence EQUATEUR



QUARTIER LOUIS - LIBREVILLE

Vue sur mer, entre l'aéroport et le centre ville
Rue calme à 200 m de la Montée Louis
et de ses restaurants



**LOCATION STUDIOS
& APPARTEMENTS NEUFS
MEUBLES**



CONTACTS

(Bord de mer entre le « Bateau Ivre » et les Archives Nationales) - 1474 Av. G. Pompidou
BP 4562 Libreville - Gabon - Tél. : +241 01 73 18 80 / +241 01 73 17 55 - Portable : +241 05 80 18 80
Courriel : contact@bicp.net - Site Web : <http://www.bicp.net>